Travailleurs de tous les pays, construisons la IVe Internationale !

Le **CRI** des travailleurs

Journal du Groupe CRI (*C*ommuniste *R*évolutionnaire *I*nternationaliste)

N°12. Avril 2004. **Prix coûtant : 1 €.** *Prix de soutien bienvenu...*

APRÈS LES ÉLECTIONS DES 21 ET 28 MARS

PREMIER TOUR : *LA MAJORITÉ ABSOLUE DES TRAVAILLEURS REFUSE DE VOTER POUR LA DROITE, L'EXTRÊME DROITE ET LA GAUCHE PLURIELLE*

SECOND TOUR : *LA MAJORITÉ ABSOLUE DES TRAVAILLEURS VOTANT INFLIGE UNE DÉFAITE SANS APPEL À CHIRAC-RAFFARIN*

MAIS, POUR EMPÊCHER LA CRISE POLITIQUE, LA GAUCHE PLURIELLE CONTINUE À COUVRIR CHIRAC AU NOM DES INSTITUTIONS !

• Aucune illusion n'est permise à l'égard de la *gauche plurielle* !
• Aucune solution n'est possible dans le cadre de la *nouvelle « cohabitation » droite-gauche* au service du patronat et de la régionalisation maastrichtienne !
• Aucune solution n'est possible dans le *cadre des institutions de la Ve République, du parlementarisme et du suffrage universel bourgeois* !
• Pour aller vers une alternative politique des travailleurs, par les travailleurs, pour les travailleurs, *ceux-ci ne peuvent compter que sur eux-mêmes, leur lutte de classe indépendante, leur auto-organisation et la construction de leur propre parti révolutionnaire !*
• Face aux contre-réformes du gouvernement, pour la défense et la reconquête des acquis, il faut *imposer l'unité CGT-FO-FSU-SUD* et se donner dès maintenant *l'objectif de la grève générale !*

LE GOUVERNEMENT SE PRÉPARE À ATTAQUER LA SÉCURITÉ SOCIALE : ENGAGEONS SANS ATTENDRE LA RÉSISTANCE, ORGANISONS-NOUS!

Qui sommes-nous ?

Le Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste), constitué sur la base du *« Projet de programme* CRI *»* (cf. notre site http://groupecri.free.fr), entend être **une organisation de combat pratique et théorique, intervenant dans la lutte des classes** pour aider à la mobilisation et à l'organisation politiques du prolétariat, de la jeunesse révoltée et de tous les opprimés, et pour contribuer à la reconstitution de leur conscience communiste révolutionnaire internationaliste.

Il entend aider à cette lutte de classe dans la mesure de ses moyens, en montrant, à chaque étape, que la satisfaction des revendications ouvrières et populaires, l'aspiration des masses à vivre dans des conditions décentes, leur aspiration à la dignité, au bien-être et au bonheur, se heurtent constamment à la logique même d'un mode de production barbare, **le mode de production capitaliste, qu'il ne s'agit pas de réformer ou d'« humaniser », mais de détruire.** Car celui-ci, avec ses firmes multinationales assoiffées de profit et ses États impérialistes et oppresseurs, réduit des masses toujours plus nombreuses à la guerre, à la misère, au chômage, aux épidémies et à la déchéance, condamne la plupart des hommes et des femmes à l'exploitation, à l'oppression, à l'aliénation, au dénuement et à l'ignorance, et menace l'avenir même de notre planète. Pourtant, grâce aux progrès de la productivité, de la technique, de la science et de la connaissance en général, **un autre monde est plus que jamais possible,** un monde où tous ces maux soient à jamais éradiqués, un monde où les êtres humains ne subiront plus le joug d'un mode de production fondé sur le profit, où ils ne subiront pas davantage la monstrueuse dictature stalinienne des pays soi-disant « socialistes » du XXe siècle, mais où ils deviendront maîtres de leur propre destin, après s'être approprié collectivement les moyens de production et d'échange, qu'ils géreront eux-mêmes dans le cadre de leurs conseils et dans le but de la satisfaction des besoins de tous.

Dans l'objectif de **l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes,** le Groupe CRI cherche, à tout moment, à aider le prolétariat, la jeunesse révoltée et tous les opprimés à définir leurs revendications et leurs aspirations sociales et politiques de la manière la plus claire possible, afin de les aider à ne compter que sur eux-mêmes, donc sur l'unité de leurs rangs et sur leur propre organisation politique indépendante, et non sur les patrons, les gouvernements, les États, les institutions internationales impérialistes (en particulier l'ONU) les démagogues et les bureaucrates de tout poil. Il entend les aider à trouver par leur propre expérience pratique le chemin vers le programme de la révolution communiste.

Un tel combat exige la **construction d'une Internationale communiste révolutionnaire, la IVe Internationale,** assurant théoriquement et pratiquement la continuité du communisme révolutionnaire qui s'est développé au sein de la Ière Internationale, animée notamment par Marx et Engels, au sein de la IIe Internationale avant sa dégénérescence réformiste, ses trahisons contre-révolutionnaires et sa transformation en appareil bourgeois, et au sein de la IIIe Internationale, l'Internationale communiste fondée notamment par Lénine et Trotsky, avant sa dégénérescence stalinienne contre-révolutionnaire.

Le Groupe CRI est né du constat que la IVe Internationale, fondée par Léon Trotsky en 1938, n'avait jamais été construite, bien que, depuis lors, dans des dizaines de pays, des centaines de groupes et d'organisations et des dizaines de milliers de militants s'y soient employés, méritant comme tels tout notre respect, quelles que soient les erreurs, les faiblesses et les fautes plus ou moins graves qu'on peut leur reprocher. Au-delà des circonstances objectives, notamment la toute-puissance despotique des règnes stalinien et social-démocrate sur le mouvement ouvrier pendant des décennies, **toutes les organisations qui se sont réclamées du combat pour la IVe Internationale ont été incapables de la construire.**

Qui plus est, les principales organisations internationales qui se réclament aujourd'hui de la IVe Internationale, dirigées et encadrées par la génération des « soixante-huitards », parfois sous l'autorité étouffante d'un « patriarche » devenu trotskyste dans les années 1930-1940, sont devenues au fil des ans des **organisations de plus en plus centristes —** ni révolutionnaires, ni exactement réformistes, mais toujours davantage opportunistes à l'égard des appareils petits-bourgeois, sociaux-démocrates et/ou staliniens, leurs directions respectives s'étant cristallisées en micro-appareils bureaucratiques, persuadés d'être les seuls détenteurs de la vérité, souvent despotiques en interne et aujourd'hui sclérosés de manière manifestement irréversible. Tel est le cas en particulier, pour nous en tenir aux organisations les plus connues en France, de la **LCR, dont la direction est centriste-*droitière,*** constamment opportuniste à l'égard du réformisme en général, de l' « altermondialisme » en particulier, voire de l'ONU, sans parler de son appel à voter Chirac en 2002 ; du **CCI** « lambertiste » auquel se réduit pratiquement le **PT, et dont la direction est centriste-*trade-unioniste*** (para-syndicale), constamment *opportuniste à l'égard de la bureaucratie syndicale* (notamment de FO) et de plus en plus *nationaliste* ; et de **LO, dont la direction est centriste-*attentiste,*** économiste (sans perspective politique concrète), parfois *gauchiste,* toujours *électoraliste* et finalement *incapable de rompre avec une sorte de culte paralysant du PCF* considéré comme « le parti de la classe ouvrière ».

C'est pourquoi, sans se tromper d'ennemi (l'ennemi principal est la bourgeoisie, ses États et ses partis de droite comme de gauche, à commencer par les partis soi-disant « socialistes » et « communistes »), le Groupe CRI **considère les différentes directions centristes comme des obstacles à la construction de l'Internationale communiste révolutionnaire,** il lutte contre elles politiquement à l'intérieur même du camp prolétarien, dans le respect des principes intangibles de la libre discussion et de la démocratie ouvrière, et tout en œuvrant de toutes ses forces — contrairement à ces mêmes directions centristes — au combat unitaire des organisations ouvrières dès que c'est possible (front unique ouvrier). Conscient que les centaines de militants communistes révolutionnaires authentiques de ces organisations centristes ne sauraient être identifiés avec les micro-appareils qui les dirigent, et qu'ils seront tout au contraire nombreux à participer tôt ou tard à la recomposition inévitable des forces qui construiront la IVe Internationale, le Groupe CRI entend ainsi aider ces militants, comme les travailleurs en général et en particulier les jeunes, à comprendre la nature des vieux appareils centristes cristallisés, afin de contribuer dans la mesure de ses moyens à la construction du parti communiste révolutionnaire internationaliste dont nous avons tous plus que jamais besoin pour notre lutte de classe.

Le CRI des travailleurs est le journal mensuel ou bimestriel [et non bimensuel, comme indiqué par lapsus optimiste ici même dans le précédent numéro…] du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste).
Tirage du n°10-11 (janvier-février 2003) : 200 exemplaires (le prix de vente est le prix coûtant). **Numéro ISSN** : en cours.
Contacts : 06 64 91 49 63 ou groupecri@free.fr — **Site internet :** http://groupecri.free.fr
Comité de rédaction : Marius Barberousse, Laura Fonteyn, Paul Lanvin, Antoni Mivani, Nina Pradier, Frédéric Traille et Ludovic Wolfgang (responsable légal). Sauf indication contraire (tribunes libres), les articles rédigés et signés par un membre du comité de rédaction sont le produit d'une élaboration collective et expriment la position de l'ensemble du comité de rédaction.

LE GOUVERNEMENT SE PRÉPARE À ATTAQUER LA SÉCURITÉ SOCIALE : ENGAGEONS SANS ATTENDRE LA RÉSISTANCE, ORGANISONS-NOUS TOUT DE SUITE, PARTOUT !

Le « nouveau » gouvernement Chirac-Raffarin a comme mission de se concentrer sur un petit nombre de contre-réformes cruciales, parmi lesquelles celle de la Sécurité sociale occupe une place essentielle. Il y a urgence : il faut engager immédiatement, sans attendre, la résistance. Pour se donner les moyens de gagner, il faut imposer l'unité des travailleurs et des organisations. Mais, pour cela, il faut faire la clarté, contrer la manipulation, empêcher la trahison... Il faut donc commencer par comprendre la méthode utilisée par le gouvernement dans la préparation de sa « réforme » de la Sécurité sociale, et sur la partition jouée par les uns et les autres, notamment par les directions syndicales (CGT, FO, FSU...). Pour cela, il convient tout d'abord de revenir sur la manière dont les choses se sont passées l'an passé sur la question des retraites et d'en tirer les leçons qui s'imposent, si l'on veut éviter que l'histoire se répète.

Retour sur la manière dont le gouvernement s'y est pris pour la réforme des retraites

En mai-juin 2003, le gouvernement Chirac-Raffarin a réussi à imposer le « plan Fillon » (passage progressif de 37,5 à 42 du nombre d'années de cotisation nécessaires pour avoir une retraite à taux plein, ce qui abaissera à terme d'environ 30 % les retraites des salariés). Comment a-t-il fait pour y parvenir ?

Tout d'abord, il n'a cessé d'affirmer qu'une « réforme » était nécessaire pour « sauver » les retraites, prétendant qu'il n'y aurait pas assez d'argent pour les financer. Grossière mystification. Lorsqu'il baisse les retraites des travailleurs, il baisse le salaire versé à la classe des travailleurs salariés. L'argent n'est donc pas perdu pour tout le monde : c'est autant d'argent que le patron garde dans sa poche. D'ailleurs, quand il s'agit de satisfaire le MEDEF, le gouvernement trouve toujours de l'argent. Par exemple, la suppression prévue de la taxe professionnelle représente plus de 6 milliards d'euros de cadeaux au patronat ; et les exonérations de cotisations sociales patronales s'élèvent chaque année à plus de 21 milliards d'euros. Bref, ce qu'il est « possible » de financer est décidé par le rapport de forces entre les travailleurs salariés d'un côté, le gouvernement et le patronat de l'autre.

Qu'ont fait alors les partis de la gauche plurielle, PS, PCF et Verts ? Ont-ils dénoncé la propagande du gouvernement ? Ont-ils préparé les salariés à ce combat pour préserver leurs retraites ? Non. Ils se sont contentés de critiquer la « méthode », car ils étaient d'accord avec la réforme. Et pour cause : le gouvernement Chirac-Raffarin ne faisait qu'appliquer ce à quoi Chirac-Jospin s'étaient engagés *ensemble* lors du sommet de Barcelone de l'Union Européenne en mars 2002 !

De même, les différentes directions syndicales (CGT, FO, FSU...), qui font partie de la gauche plurielle, ont accepté d'établir pendant des mois, avec les représentants du MEDEF et du gouvernement, dans le cadre du Comité d'Orientation sur les Retraites (COR), le « diagnostic » sur l'état des retraites, reprenant en cœur le refrain du gouvernement : dans le cadre du système actuel, on ne peut plus financer les retraites, une « réforme » est donc nécessaire…

Lorsque les directions syndicales ont, sous la pression des travailleurs, appelé à une journée nationale de grève le 13 mai, ce sont plus de 2,5 millions de salariés qui sont descendus dans la rue. Le soir, les travailleurs de la RATP, conscients qu'une journée d'action ne pouvait suffire à faire céder le gouvernement, décidaient massivement de poursuivre la grève, imités en cela par leurs collègues de la SNCF, tandis que la grève des enseignants ne cessait de s'étendre dans tout le pays. Les directions syndicales, contre la volonté des travailleurs de poursuivre la grève, ont non seulement refusé d'appeler à la grève générale, mais encore elles ont fait reprendre le travail. Multipliant, entre le 13 mai et le 19 juin, les journées d'action dispersées contre la grève générale, Thibault, Blondel et Aschieri ont conduit les travailleurs à la défaite et ont sauvé le gouvernement Chirac-Raffarin, lui permettant de poursuivre son œuvre de casse sociale.

Le prétendu « trou » de la Sécu vient des exonérations de cotisations pour le patronat !

Comme il l'avait fait lorsqu'il préparait sa réforme des retraites, le gouvernement se livre depuis des mois à une propagande systématique : il prétend qu'il n'y aurait plus d'argent pour financer la Sécu, qu'il faudrait par conséquent baisser les remboursements, augmenter la CSG (Cotisation Sociale Généralisée) et introduire les assurances privées. Bref, Chirac-Raffarin veulent à nouveau baisser le *salaire différé* des travailleurs en diminuant cette fois-ci les prestations sociales (consultations chez le médecin, médicaments, hospitalisation, etc.), pour le plus grand bonheur des patrons et des assurances privées.

En réalité, *le prétendu « trou » de la Sécu, censé justifier la « réforme », est fabriqué de toutes pièces par les gouvernements successifs qui accordent au patronat des exonérations massives de cotisations qu'ils doivent à la Sécurité Sociale, c'est-à-dire en fait à la classe des travailleurs salariés.* Le gouvernement rembourse une partie de ces cadeaux aux patrons avec de l'argent tiré du budget de l'État, c'est-à-dire de la poche des travailleurs, qui payent la plus grande part (75 %) des impôts (TVA, impôt sur le revenu, taxe sur l'essence). Mais il ne rembourse jamais la totalité des exonérations, sous prétexte qu'elles créeraient des emplois et donc augmenteraient le nombre de cotisants. On sait ce qu'il en est : le chômage ne diminue nullement, tout au contraire… Depuis 1991, le montant total des exonérations non remboursées s'élève ainsi à *21,6 milliards d'euros* et le total des impayés des entreprises s'élèvent à plus de 13 milliards d'euros. À cela s'ajoute le fait que la mise en place de l'épargne salariale (« fonds de pension à la française ») par la loi Fabius de 2001 prive la Sécu d'1 milliard de recettes, car l'argent placé sur ces fonds est lui aussi exonéré de cotisations sociales. En 2003, ce sont plus de 2 milliards de cotisations qui n'ont pas été « compensées », 1,3 milliard qui n'a pas été versé par les patrons, 1 milliard qui a été perdu à

cause du détournement opéré par l'épargne salariale, plus 0,4 milliard d'intérêts provenant de la nécessité pour la Sécu d'emprunter afin de financer le « déficit » artificiellement créé par ce pillage organisé dont elle est victime. Sans compter que le gouvernement détourne au profit du budget de l'État l'argent provenant des taxes sur le tabac (8 milliards d'euros) et l'alcool (2,7 milliards d'euros), qui avaient été mises en place à l'origine pour financer la Sécu, ainsi que des taxes sur l'automobile (3 milliards d'euros). Au total, chaque année, plus de 18 milliards d'euros sont volés à la Sécurité Sociale : c'est une véritable escroquerie, une mise en faillite délibérée !

La gauche plurielle et les directions syndicales collaborent de nouveau avec le gouvernement !

Or, comme pour les retraites, la gauche plurielle et les directions syndicales affirment elles aussi, à l'unisson du gouvernement, qu'une « réforme » serait nécessaire — même s'ils critiquent la « mauvaise » réforme de Chirac-Raffarin.

Rappelons d'ailleurs que la gauche au pouvoir avait déjà bien engagé la casse de la Sécu : création du forfait hospitalier par le gouvernement PS-PCF en 1982 (avant, l'hospitalisation était gratuite) ; diminution du taux de remboursement de 379 médicaments par le gouvernement PS soutenu par le PCF en 1985 ; instauration de la CSG par le gouvernement PS soutenu par le PCF en 1991, déjà sous prétexte de combler le prétendu « déficit » — rappelons que cette taxe, particulièrement injuste, est proportionnelle aux revenus et non progressive, et qu'elle est payée à plus de 90 % par les salariés ; listes de nouveaux médicaments à *« service médical rendu insuffisant »* établies par Martine Aubry ; suppressions massives de postes dans les hôpitaux ; *numerus clausus* très bas depuis des années dans les facultés de médecine, préparant une pénurie de médecins…

Mais, une nouvelle fois, les directions syndicales ne sont pas en reste. Certes, d'un côté elles dénoncent à juste titre les exonérations de charges patronales dont est victime la Sécu ; elles dénoncent la CSG ; et elles soulignent le caractère inévitable et progressiste de la hausse des dépenses de santé, liées au progrès technique et au vieillissement de la population. Mais, d'un autre côté, depuis des mois, elles proclament haut et fort qu'il faut *« maîtriser les dépenses de santé »,* elles prétendent que la réforme est *« indispensable »* et elles en appellent à un *« véritable débat »* sur la Sécurité sociale.

De fait, elles ont toutes participé au *« Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie » avec les représentants du MEDEF et du gouvernement Chirac-Raffarin.* Or celui-ci avait explicitement pour but de parvenir à un *« diagnostic partagé »,* pour légitimer la prétendue « nécessité » d'une réforme. Et ce n'est pas tout : non seulement les dirigeants des confédérations ont siégé dans ce Haut Conseil, mais ils ont cautionné son rapport final, paru le 23 janvier. Or, ce rapport, censé examiner les « causes structurelles du déficit », ne cherche celles-ci dans les milliards d'exonérations de cotisations sociales offertes au patronat ! Par contre, il suggère des « pistes » pour réduire le déficit : limitation du *« périmètre remboursable »* (en clair : déremboursement de médicaments par milliers, d'opérations « de confort », etc.), contrôle de l' *« offre de soins »* par l'intermédiaire d'une *« évaluation périodique des pratiques professionnelles »* (c'est-à-dire flicage des médecins qui auraient le tort de prescrire ce qui est nécessaire à leurs patients pour les soigner), augmentation de la CSG, etc. (cf. Le Cri des travailleurs n°10-11). Tout cela, soulignons-le, avec la caution (« critique », bien sûr) non seulement de la CFDT, mais aussi de la CGT et de FO — sans oublier la complicité de la FSU !

La CGT, en particulier, accorde au gouvernement et au MEDEF qu'il y aurait bel et bien un « déficit structurel » (c'est-à-dire qui ne serait pas dû uniquement aux exonérations de charges patronales) et que, par conséquent, une réforme serait bel et bien nécessaire et inévitable. De cette façon, elle appuie la propagande gouvernementale, qui vise à faire avaler aux salariés sa réforme en la présentant comme inévitable. Certes, elle propose de combler ce prétendu « déficit structurel » d'une autre façon que le gouvernement, notamment en supprimant toutes les exonérations de cotisations sociales offertes aux patrons, en mettant en place par une surcotisation patronale un fonds de garantie pour éviter à la Sécu de souffrir des impayés de la part d'entreprises en difficulté, en imposant au même taux que les bénéfices industriels et commerciaux les placements financiers des entreprises, en soumettant l'argent de l'épargne salariale à cotisation — cette dernière revendication se substituant ainsi à l'exigence de suppression pure et simple de l'épargne salariale, qui est pourtant l'une des armes de destruction des retraites et de la Sécurité Sociale...

Mais comment la CGT compte-elle imposer ses revendications ? En lançant... une pétition ! Nul doute que celle-ci, adressée au Premier Ministre, le fasse trembler ! Alors que la dénonciation immédiate de la propagande gouvernementale contre la Sécu et l'organisation des travailleurs pour préparer la résistance sont de plus en plus urgentes, la CGT demande un *« grand débat national préalable à une vraie négociation »,* pour *« peser pour la réforme de la Sécurité sociale »* dont le chantier a été lancé par Chirac-Raffarin ! Et, dans ce cadre, comme le gouvernement, elle préconise de plus *« la mise en place d'un dossier de suivi médical », « des recommandations de bonnes pratiques »* et l'évaluation régulière de la pratique de tous les médecins. Comme le gouvernement, la CGT affirme que *« ce qui est pris en charge par la Sécurité sociale n'est pas immuable »* et insiste sur l'idée que le *« périmètre de prise en charge »* peut évoluer. Elle invite enfin le gouvernement à *« associer les différents acteurs »* et à mettre en place pour ce faire un *« conseil de branche »* où siégeraient les « acteurs » de la santé — professionnels de santé, associations de malades, scientifiques, représentants des caisses de Sécurité sociale[1]…

FO est à peu près sur la même longueur d'onde. Tout en dénonçant la « maîtrise comptable » des dépenses de santé, elle ne cesse de revendiquer une *« maîtrise médicalisée des dépenses de santé ».* « Maîtrise comptable » et « maîtrise médicalisée », où est la différence ? C'est une simple différence de méthode pour arriver au même résultat, à savoir réduire les soins remboursés aux assurés ! Dès le lendemain de son élection comme secrétaire général lors du dernier congrès confédéral, Jean-Claude Mailly a d'ailleurs été parmi les premiers à courir rencontrer Mattéi (le

[1] Source : *« Réforme de l'assurance maladie : pour la santé la Sécu c'est vital »* et *« Pour la santé, renforçons le système solidaire de la Sécurité sociale ».* Cf. http://www.cgt.fr/00sommai/somm1.htm

9 février) pour une *« concertation »* pour une *« vraie réforme de l'assurance maladie »*...

Quant à la FSU, elle affirme elle aussi que la réforme de la Sécu est *« indispensable »* et indique, sur son site (http://www.fsu-fr.org/) qu'il est selon elle nécessaire de *« regarder de près les dépenses de santé et de combattre les gaspillages »* : elle déplore en particulier les prescriptions médicamenteuses débouchant sur une prétendue *« surconsommation »*...

Comment empêcher la trahison, comment préparer la victoire ?

Bref, les principales directions syndicales nationales — contre l'avis d'un nombre croissant de syndicats de base, d'unions locales, de sections d'établissement... — semblent se préparer à aller négocier le bradage de la Sécu, comme elles ont contribué par leur collaboration avec le gouvernement à brader nos retraites. Alors qu'il faut tout au contraire, et de toute urgence, aider les salariés à *engager dès maintenant le combat contre le gouvernement,* démonter ses prétendus « arguments » censés « justifier » sa contre-réforme, organiser partout des réunions pour regrouper les salariés et lancer une grande campagne nationale de défense de la Sécurité sociale, par tous les moyens.

Dans cette situation, ***les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes, leur auto-organisation et leur lutte de classe.*** Et ils ne peuvent combattre efficacement que s'ils savent que ***seule la grève générale permettra de défendre la Sécu et de vaincre le gouvernement !***

C'est pourquoi, sans attendre, dans les entreprises, dans les établissements, avec les syndicats, il faut que nous nous regroupions, il faut organiser des réunions pour expliquer à nos collègues les projets du gouvernement et populariser la nécessité de la grève générale pour vaincre. Et, dans nos syndicats, à tous les niveaux, il faut que nous nous battions pour imposer aux dirigeants qu'ils engagent sans attendre, et dans l'unité, le combat pour défendre la Sécu, qu'ils cessent leurs bavardages sur la prétendue nécessité d'un « grand débat national » et d'une réforme !

• Directions des syndicats (CGT, FO, CFDT, FSU, SUD…), cessez de collaborer avec le gouvernement, refusez de participer aux négociations contre la Sécu ! Ensemble, réunissez les salariés pour les préparer à la lutte ! Popularisez la perspective de la grève générale comme seul moyen de vaincre le gouvernement !

• À bas le projet de réforme du gouvernement !

• Non aux déremboursements, non à la hausse de la CSG, non à l'ouverture de la santé aux assurances privées !

• Suppression immédiate des milliards d'exonérations offerts aux patrons ! Remboursement des sommes empochées par le patronat au détriment de la Sécurité sociale !

• Suppression de la CSG, abrogation de la réforme Juppé de 1995 !

• Augmentation des dépenses de santé à hauteur des besoins !

• Augmentation générale des bas et des moyens salaires, dans le privé comme dans le public !

Laura Fonteyn
et Antoni Mivani

APRÈS LES ÉLECTIONS DES 21 ET 28 MARS : LA DÉFAITE DE CHIRAC N'EMPÊCHE PAS LA GAUCHE PLURIELLE DE CONTINUER À LE COUVRIR !

Deux ans après les élections présidentielle et législatives de 2002, trois ans avant les prochaines en 2007, les élections régionales (et cantonales) des 21 et 28 mars 2004 étaient le seul scrutin d'importance nationale prévu entre ces deux échéances (il faut cependant y ajouter les élections européennes qui auront lieu en juin prochain). C'est pour cette raison qu'elles ont, de fait, pris l'allure d'élections législatives pour des millions d'électeurs, qui n'ont pas dissocié l'enjeu local et la signification politique nationale de ces scrutins. Cependant, la défaite de la droite n'est que l'un des enseignements des 21 et 28 mars, le plus évident, mais non le seul. Pour analyser correctement la signification des résultats, il convient de ne pas s'en tenir à la surface des choses, contrairement à ce qu'a fait la plupart des médias et des commentateurs politiques qui, ici comme ailleurs, privilégient le spectaculaire sur l'analyse de fond. Celle-ci est pourtant absolument nécessaire pour vérifier, sur la base des faits, quelle était l'orientation politique correcte pendant la campagne électorale, et singulièrement entre les deux tours. Il convient tout d'abord de procéder à une analyse distincte des deux scrutins, car leur signification n'est pas tout à fait la même. Nous allons voir que, si le second tour a été marqué par la défaite sans appel infligée à Chirac-Raffarin par la majorité des travailleurs votant, le scrutin du 21 mars a vu la majorité absolue des travailleurs refuser de voter à la fois pour la droite, l'extrême droite et la gauche plurielle — ce qui a une signification politique de la plus haute importance pour les militants marxistes révolutionnaires.

PREMIER TOUR : LA MAJORITÉ ABSOLUE DES TRAVAILLEURS REFUSE DE VOTER POUR LA DROITE, L'EXTRÊME DROITE ET LA GAUCHE PLURIELLE

On a beaucoup glosé sur les résultats du scrutin du 21 mars. En particulier, on a insisté sur le « vote-sanction » pour le gouvernement et on a parlé du « retour » de la gauche, après le « choc » du 21 avril 2002... Ce constat n'est pourtant pas l'enseignement essentiel du premier tour. En effet, ce qu'il est beaucoup plus important de souligner, et qui ne l'a pas été dans les médias et dans la plupart des commentaires politiques de toutes tendances, c'est que, le 21 mars, une nouvelle fois, *une majorité absolue des travailleurs a refusé de faire confiance non seulement à la droite et à l'extrême droite, mais encore à la gauche plurielle, c'est-à-dire à l'ensemble des partis politiques qui se succèdent en alternance depuis près d'un quart de siècle à la tête de la Ve République : UMP-UDF, PS-PCF-Verts*... En effet, les quatre principaux enseignements que permet de dégager une analyse rigoureuse des chiffres du premier tour, dès que l'on refuse de s'en tenir à la surface des choses et à des schémas d'interprétation intéressés ou préconçus, c'est que : *1) le boycott des élections a été majoritaire chez les travailleurs ; 2) la droite et la gauche plurielle,* prises ensemble, *sont très nettement minoritaires dans le pays ; 3) le vote d'extrême droite se maintient, sur la base d'un programme réactionnaire, mais d'un discours offensif contre le gouvernement ; 4) l'extrême gauche LO-LCR consolide elle aussi son électorat, mais subit un échec politique à cause de son programme et de sa campagne sans perspective.*

Premier enseignement : le boycott des élections a été majoritaire chez les travailleurs

Rappelons tout d'abord qu'il y a dans ce pays 45 millions de citoyens (personnes en âge et en droit de voter, définition qui exclut les 3,2 millions d'étrangers vivant en France, dont la grande majorité sont des travailleurs salariés, et qui paient des impôts, des charges sociales, etc.). Or voici les faits, largement occultés par les médias et les commentateurs :

• Malgré l'inscription automatique des jeunes de 18 ans sur les listes électorales depuis 1997, 4 millions de Français, soit près de 9 %, ne s'inscrivent pas sur les listes, manifestement parce qu'ils n'ont aucune illusion dans les forces politiques en présence ;

• Parmi les 41 millions électeurs inscrits, 15,5 millions ne sont pas allés voter le 21 mars, soit 37,9 %[2]. De toutes parts, dès le soir du premier tour, on nous a rebattu les oreilles avec le recul de l'abstention, grande victoire de la démocratie, etc. Certes, l'abstention est en recul de 4 points par rapport aux régionales de 1998. Mais, premièrement, celles-ci, moins d'un an après les législatives remportées par la gauche en 1997, quatre ans avant le 21 avril et le 5 mai 2002, cinq ans avant les nouvelles lois de décentralisation de 2003, trois ans avant les prochaines échéances électorales… n'avaient évidemment pas la même signification politique que celles de 2004. En second lieu, si l'on tient compte de l'immense campagne politique et médiatique qui a eu lieu avant le scrutin pour inciter les gens à aller voter, recourant aux pressions les plus incroyables, brandissant comme jamais la menace d'une victoire du Front national et d'un « nouveau 21 avril », s'appuyant enfin sur les événements espagnols[3]…, le recul de l'abstention le 21 mars apparaît bien modeste. Enfin, ce qui a été unanimement passé sous silence, c'est que *le taux d'abstention est en hausse de 2,3 points par rapport aux législatives de 2002, ce qui correspond à une augmentation de 10,6 %, soit près d'un million d'abstentionnistes de plus* (alors que le nombre total d'électeurs inscrits est équivalent)[4] ! — Bref, si l'on procède à une analyse sérieuse des chiffres et du contexte politico-médiatique, force est de constater qu'il est largement abusif de parler pour le premier tour d'un regain de la confiance des électeurs dans le suffrage universel bourgeois !

• De plus, parmi les 25,5 millions qui sont allés voter le 21 mars, 1,2 million a voté blanc ou nul, soit 4,72 % (équivalent à celui de 1998, en hausse de 0,4 point par rapport aux législatives de 2002).

Le premier enseignement du 21 mars, le plus important car le plus massif même s'il a été largement occulté, est donc que 20 700 000 citoyens, soit près d'un électeur sur deux (46 %), ne sont pas allés voter. Or, parmi eux, il est clair que les

---

[2] Les chiffres cités dans cet article sont ceux du ministère de l'Intérieur. Pour les élections régionales de 2004, cf. le site http://www.interieur.gouv.fr/rubriques/b/b3_elections/b32_resultats/reg2004_FE_T1/

[3] Avec une insistance sans précédent, chaque responsable des forces politiques institutionnelles, chaque chaîne de télévision, chaque radio, chaque journal — sans oublier la Conférence des évêques de France ! — a martelé pendant des jours et des jours qu'il serait scandaleux de ne pas aller voter. La palme en la matière revient certainement au *Journal du dimanche,* qui titrait le 14 mars : *« Régionales : abstention, danger ! »* et précisait : *« À force d'indifférence, la démocratie court un véritable danger. N'est-ce pas ce que souhaitent les terroristes ? »* — De son côté, Georges Frêche, député PS, lançait aux abstentionnistes : *« Si vous voulez crever, continuez à ne pas voter ! »* Quant à Kouchner (suivi par Fabius), il a menacé de *« rendre le vote obligatoire, comme en Grèce ou en Belgique »*... — La veille du scrutin, sur France Info, on a pu entendre qu'une station de ski « citoyenne » faisait une ristourne de 50 % sur les remontées mécaniques pour ceux qui descendraient voter le dimanche… Et on avait appris le 16 mars de l'AFP que *« la municipalité d'Écrouves (Meurthe-et-Moselle) a décidé de combattre l'abstention aux élections régionales en invitant les enfants à encourager leurs parents à aller voter (...). Les 231 élèves des trois écoles primaires de cette petite ville, située près de Toul, ont reçu une carte, qu'ils feront tamponner au bureau de vote en allant faire voter leurs parents les 21 et 28 mars. Cette carte, dûment, tamponnée, leur permettra de recevoir en récompense un jeu de cartes 'citoyen', comportant 165 cartes d'éducation civique.* 'C'est une démarche citoyenne destinée à fustiger l'abstentionnisme, en partenariat avec les chefs d'établissement', *a expliqué Jean Voltz, maire sans étiquette d'Écrouves. »*

[4] Nous ne parlerons évidemment pas ici des présidentielles de 2002, où le taux d'abstention était de 28,4 % au premier tour et de 20,2 au second.

« pêcheurs à la ligne » sont minoritaires, et que la plupart a tenu à boycotter consciemment ces élections, estimant à juste titre qu'il ne pouvait rien en sortir de bon pour eux. Manifestement, ce choix a été fait par une majorité absolue d'ouvriers, de chômeurs et de petits salariés — alors que la bourgeoisie, la petite bourgeoisie et les fractions supérieures du salariat (aristocratie ouvrière syndiquée, cadres moyens, enseignants et autres fonctionnaires des catégories supérieures) restent très majoritairement attachées à la duperie du suffrage universel bourgeois et du parlementarisme. Si l'on part des chiffres tels qu'ils sont et si l'on adopte une perspective sociologique (de classe), il apparaît donc que la majorité absolue des électeurs ouvriers et populaires a boycotté le système politique, car elle sait pertinemment que celui-ci ne sert aucunement à les représenter, qu'il dissimule sa logique unilatérale sous une fausse alternance entre la droite et la gauche bourgeoise et que celles-ci mettent en œuvre l'une comme l'autre, dès qu'elles sont au pouvoir, une politique contraire aux intérêts des travailleurs[5].

Deuxième enseignement : la droite et la gauche plurielle, prises ensemble, sont très nettement minoritaires dans le pays

Si l'on ajoute à ce qui précède l'ensemble des votes « protestataires », qui rassemblent près d'un votant sur quatre[6], on constate que les listes de la droite traditionnelle (UMP, UDF, écologistes de droite et « divers droite ») et de la gauche plurielle (PS, PCF, Verts, radicaux de gauche et chevènementistes) sont très nettement minoritaires dans le pays — non seulement chacune séparément, mais encore *les deux prises ensemble* ! En effet, avec 18 482 151 voix à elles deux au premier tour, elles ne représentent que 45,1 % des électeurs inscrits — et 41 % des citoyens (électeurs potentiels) ! Dès lors, cela relativise nettement ce qui s'est passé le 21 mars : si l'on veut comparer les scores respectifs de la droite et de la gauche au premier tour, il est indispensable de replacer cette comparaison dans le contexte, dont le trait marquant est bien le rejet, par les travailleurs de la droite, mais aussi de la gauche plurielle. En effet, si la droite est très minoritaire dans le pays — ne représentant, au mieux, que 36 % des suffrages exprimés, 21,34 % des électeurs inscrits et 19,43 % des citoyens —, la gauche n'est guère plus représentative, puisqu'elle ne rassemble, au mieux, que 40 % des suffrages exprimés, 23,7 % des électeurs inscrits et 21,64 % des citoyens !

La droite régresse non par rapport aux régionales de 1998, mais par rapport aux législatives de 2002

Au premier tour, la droite a régressé. Ensemble, l'UMP et l'UDF rassemblent 8 180 000 voix, soit 33,7 % des suffrages exprimés ; ces chiffres montent à 8 750 000 (36 %) si l'on y ajoute les listes « divers droite » et les écologistes de droite à la Waechter-Lepage. Là encore, au-delà des commentaires des uns et des autres, les chiffres sont imparables : *les forces de la droite traditionnelle ne perdent qu'1,1 point par rapport aux élections de 1998, ce qui correspond pour l'UMP-UDF-divers droite à un gain de plus de 500 000 voix.* En fait, ce n'est donc que si l'on compare son score à celui qu'elle avait obtenu aux législatives de 2002, que le recul de la droite est significatif : la droite (UMP-UDF-DL) avait obtenu alors 9 740 000 voix, soit 38,56 % — et 10 660 000 soit 42,2 % si l'on y ajoute les 922 000 voix « divers droite ». Or c'est bien ce score des législatives de 2002, suite à l'élection-plébiscite de Chirac un mois plus tôt, qui était exceptionnel : conformément à la fonction même de l'inversion chiraco-jospinienne du calendrier électoral, les électeurs de droite (voire un certain nombre d'extrême droite), notamment les « chasseurs » qui avaient voté Jean Saint-Josse au premier tour des présidentielles, avaient fait bloc pour donner au président une majorité à la chambre et ne pas risquer une nouvelle cohabitation.

En ce qui concerne la répartition des voix au sein de la droite, il faut souligner la très nette progression de l'UDF : dans les 16 régions où elle se présentait à part de l'UMP, l'UDF réalise 12 % des suffrages (à comparer avec les 6,84 % obtenus par Bayrou à la présidentielle et avec les 4,85 % de l'UDF aux législatives de juin 2002). Même si l'UDF n'a réussi nulle part à devancer l'UMP, sa nette progression, qui se fait au détriment du parti chiraquien, récompense la ligne de « stimulation critique » développée par Bayrou à l'égard du gouvernement et en fait désormais une force politique sérieuse, crédible aux yeux d'une fraction significative de la bourgeoisie et qui pourra donc lui servir d' « alternative » à l'avenir, notamment en cas de crise politique dans le pays.

---

[5] Les marxistes doivent constamment confronter leurs analyses et leurs pronostics avec la réalité, et ne pas hésiter à se critiquer quand il le faut. Posant la question de savoir si les travailleurs devaient « attendre quelque chose des prochaines élections », nous avons proposé une analyse dans le dernier numéro du CRI des travailleurs (n°10-11, paru fin janvier). En ce qui concerne ce premier et fondamental enseignement du premier tour, notre analyse est largement vérifiée, puisque nous écrivions : *« Les ouvriers, les exploités, les opprimés n'ont pas d'illusion, ils s'apprêtent à boycotter massivement les prochains scrutins, sachant qu'il n'en sortira de toute façon rien de bon pour eux — des millions sanctionnant ainsi, de même que les électeurs LO-LCR, à la fois la politique du gouvernement et celle, passée et présente, de la gauche plurielle. »*

[6] Bien évidemment, cette notion de « vote protestataire » est purement négative, elle n'a aucune unité, elle est seulement commode à ce stade de l'analyse : elle recouvre des réalités aussi différentes que le vote pour l'extrême gauche (avant tout la liste LO-LCR), qui obtient 4,95 % des voix, le vote pour l'extrême droite (16,14 %), ainsi que des votes qui peuvent être considérés eux aussi comme des votes de protestation et de défi à l'égard de la classe politique institutionnelle : 420 000 voix pour Chasse, Pêche, Nature et Traditions (1,67 % des suffrages exprimés), 66 000 voix pour les régionalistes (0,26 %), 195 000 voix pour des candidats « divers », notamment les buralistes alsaciens (0,77 %) — soit 655 000 voix en tout, 2,7 % des suffrages exprimés.

On ne peut parler d'une « victoire » de la gauche au premier tour

En ce qui concerne la gauche plurielle, son score au premier tour est de 9 740 000 voix, soit 40,15 % des suffrages exprimés. L'écart entre la droite et la gauche est donc de 4 points en faveur de celle-ci, soit 1 560 000 voix. C'est un écart important, mais il faut relativiser la progression de la gauche, sous peine de se méprendre sur ce qui s'est passé le 21 mars.

D'une part, il est évident que de très nombreux travailleurs ont voté pour elle uniquement pour infliger une défaite à Chirac-Raffarin, sans pour autant se faire d'illusions sur son compte. Rappelons, en particulier, que, pendant la campagne, elle n'a proposé aucun programme alternatif à celui de la droite, elle ne s'est nullement engagée à abroger les contre-réformes de Chirac-Raffarin quand elle reviendrait au pouvoir, elle a refusé de faire du scrutin un enjeu national — se présentant seulement comme « alternative » pour mieux mettre en œuvre au niveau local la régionalisation maastrichtienne. En un mot, elle a refusé de faire de sa campagne un moyen de combattre le gouvernement — même si, sous la pression de sa base, notamment des syndicalistes, des enseignants, des chercheurs, des intermittents du spectacle…, elle a fini par adopter un discours plus critique dans les toutes dernières semaines qui ont précédé le premier tour des élections.

D'autre part, il faut, là encore, analyser les chiffres de manière précise et sérieuse : on constate alors que, par rapport aux régionales de 1998, la gauche progresse de 4 points (mais il faut rappeler que les listes « écologistes » avaient remporté alors 5,27 % des suffrages en plus de ceux de la gauche plurielle proprement dite, ce qui rend la comparaison difficile) ; précisons cependant que la gauche plurielle fait moins qu'en 1998 dans la moitié des huit régions métropolitaines qu'elle dirigeait déjà (PACA, Aquitaine, Haute-Normandie, Languedoc-Roussillon). Certes, par rapport aux présidentielles (pour autant que la comparaison ait un sens), elle progresse de 7,7 points (Jospin, Hue, Taubira, Mamère et Chevènement s'étaient présentés en concurrence) ; cependant, cela doit cependant être relativisé car, en voix, la progression est de moins de 500 000. *Enfin et surtout, par rapport aux législatives de 2002, elle ne gagne qu'1,7 point, soit... 36 549 voix seulement !*[7] La progression de la gauche au premier tour n'est donc significative que par rapport au vote-sanction du 21 avril qui, dans la mémoire des médias et des gens, tend à faire oublier que la gauche avait retrouvé ses voix moins de deux mois après ![8]

Or cela doit être d'autant plus souligné que, dans les quelques semaines qui ont précédé les élections, notamment dans les trois premières semaines de mars, des mobilisations de travailleurs, quasiment absentes depuis la défaite de mai-juin et la grève des intermittents du spectacle, étaient réapparues. Les chercheurs et les travailleurs sociaux avaient engagé une réelle mobilisation, recevant le « soutien » hypocrite de la gauche plurielle — qui fit tout, évidemment, pour faire oublier la politique désastreuse qu'elle avait menée pendant cinq ans contre la recherche publique, sous Allègre, puis Schwartzenberg. Et, sans parler d'initiatives manifestement au service de la gauche plurielle comme la pétition des *Inrockuptibles,* les bureaucrates syndicaux avaient appelé les féministes, les enseignants, les hospitaliers, les cheminots à des « journées d'action » soigneusement circonscrites et atomisées. Il ne s'agissait nullement d'engager une véritable mobilisation pour les revendications, mais, de façon d'ailleurs quasi-explicite dans bien des cas, de battre le rappel des troupes électorales traditionnelles de la gauche plurielle, nombreuses parmi ces catégories. Certains secteurs de la gauche plurielle (notamment du PCF) et les bureaucrates syndicaux poussèrent ainsi la direction du PS elle-même à « gauchir » un peu son discours et à accentuer quelque peu ses critiques du gouvernement. De fait, cette panoplie d'opérations politiciennes, ajoutées à la colère accumulée depuis deux ans et notamment depuis le printemps 2003, ont contribué à changer le rapport des forces entre la droite et la gauche plurielle, conduisant au recul électoral de la première et à la conservation des voix de la seconde le 21 mars.

Bref, l'analyse sérieuse des chiffres et des faits montre que, contrairement à ce qui a été dit un peu partout, le « vote-sanction » contre la droite qui a eu lieu le 21 mars ne signifie absolument pas une victoire de la gauche : celle-ci est en fait à peine plus représentative que la droite dans ce pays, elle n'a proposé aucun programme alternatif pendant toute la campagne et elle ne progresse pas par rapport aux dernières élections en date[9].

---

[7] La gauche avait en effet obtenu 9 701 000 voix aux législatives de 2002, ainsi réparties : PS : 6 086 000 voix (24,11 % des suffrages exprimés) ; PCF : 1 216 000 (4,82 %) ; Parti Radical de gauche : 389 00 (1,54 %) ; « divers gauche » : 276 000 (1,09 %) ; Pôle Républicain : 300 000 (1,19 %) ; Verts : 1 138 000 (4,51 %) ; « autres écologistes » : 296 000 (1,17 %).

[8] Même si les situations de la France et de l'Espagne ne sont pas tout à fait comparables (participation d'Aznar à la guerre impérialiste contre l'Irak, attentats de Madrid suivis des mensonges éhontés du gouvernement espagnol), les commentateurs et les politiciens de la gauche plurielle ont essayé de faire un parallèle et de déceler une influence espagnole sur les élections françaises. Or, de ce point de vue, il faut souligner que, alors que la gauche française a gagné 36 000 voix seulement depuis juin 2002, le PSOE a obtenu le 14 mars dernier un score en hausse de 38,5 % par rapport aux législatives précédentes de 2000 (soit un gain de 3 millions de voix).

[9] En ce qui concerne ce deuxième enseignement du premier tour des dernières élections, nous avons donc commis une erreur de pronostic dans le dernier numéro du Cri des travailleurs : dans cet article écrit fin janvier, à un moment où plus aucune mobilisation n'avait lieu et où les bureaucrates syndicaux et la gauche plurielle semblaient ne même pas vouloir faire semblant de mobiliser les travailleurs et de faire campagne, nous sommes allés trop vite en besogne en prévoyant que *« Chirac et l'UMP (allaient) manifestement emporter la majorité des voix exprimées ».* Cependant, nous n'avons pas commis d'erreur dans l'analyse de fond : la majorité des travailleurs n'a aucune confiance dans la gauche plurielle, y compris parmi ceux qui se sont finalement résolus à voter pour elle pour infliger une défaite à Chirac-Raffarin, et celle-ci ne saurait être confondue avec une victoire de la gauche au premier tour (nous revenons ci-dessous sur la question du second tour). — Signalons par ailleurs que, dans notre contribution à une réunion qui s'est tenue le 1er février, nous faisions cependant l'hypothèse d'une défaite électorale de la droite face à la gauche plurielle, tout en la jugeant *« peu vraisemblable »* ; ce texte, parce qu'il envisage notamment les différents cas de figure possibles à la suite des élections, est reproduit ci-dessous, pp. 13 et suivantes.

Troisième enseignement : le vote d'extrême droite se maintient, sur la base d'un programme réactionnaire, mais d'un discours offensif contre le gouvernement

L'extrême droite a obtenu 3 913 000 voix (dont 3 565 000 pour le FN), soit 16,14 % des suffrages exprimés (et 14,7 % pour le FN). Même si elle baisse de plus de 3 points par rapport aux présidentielles, elle progresse de 0,6 point par rapport aux régionales de 1998 et de 3,47 points par rapport aux législatives de 2002 (gagnant 714 000 voix). Si l'on compare les suffrages dont bénéficie l'extrême droite avec la faiblesse de ses organisations, on peut considérer que la majorité d'entre eux sont avant tout des votes « protestataires » de désespoir ouvrier et populaire, et de défi à l'égard des forces politiques gouvernementales. Cependant, force est de constater l'enracinement profond du vote d'extrême droite dans le pays, puisque le discours et la politique sécuritaires hyper-médiatisés de Sarkozy n'ont nullement provoqué son recul, contrairement à ce qu'espérait le gouvernement. Manifestement, avec son discours démagogique et xénophobe, mais clairement tourné contre le gouvernement, le FN en particulier sait manipuler avec un certain talent politique la colère et le désespoir d'une fraction de l'électorat, en se présentant comme une force offensive, alternative à l' « établissement » de la droite et de la gauche traditionnelles, réellement candidate au pouvoir et attendant son heure.

Quatrième enseignement : l'extrême gauche LO-LCR consolide elle aussi son électorat, mais subit un échec politique à cause de son programme et de sa campagne sans perspective

Enfin, en ce qui concerne l'extrême gauche, elle progresse légèrement par rapport aux scrutins comparables antérieurs, mais elle est loin de ses scores de la présidentielle de 2002. Elle obtient plus de voix qu'aux européennes de 1999 (1 078 000 contre 905 000), même si elle recule légèrement en pourcentage (4,58 % au lieu de 5,18 %)[10].

On ne peut donc pas parler de « désastre », comme se sont empressés de le faire certains, souvent pour s'en réjouir ; mais il est clair que la liste LO-LCR a connu un échec relatif. La question qui se pose est donc de savoir pourquoi ces organisations, qui comptent à elles deux plus de 10 000 militants et qui ont bénéficié d'une couverture médiatique importante, n'ont pas été capables de reconquérir les 2 841 000 électeurs qui avaient voté pour eux à la présidentielle de 2002 (soit 9,97 % des suffrages exprimés).

Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour comprendre que la grande majorité de ces électeurs est retournée voter pour la gauche plurielle. Il faut cependant souligner que cela avait été le cas dès juin 2002 : aux législatives de 2002, LO et LCR, qui s'étaient présentées séparément, avaient obtenu à elles deux 622 000 voix, soit 2,47 % des suffrages exprimés seulement — ce qui montre que le vote pour Laguiller et Besancenot aux présidentielles était, qu'on le veuille ou non, dans une large mesure « protestataire » et déjà volatile. De ce point de vue, on constate plutôt une consolidation du vote d'extrême gauche, qui se situe à près de 5 % pour la quatrième fois en 9 ans (après la présidentielle de 1995, les régionales de 1998 et les européennes de 1999).

D'autre part, pour expliquer que LO-LCR n'aient pas retrouvé leur score du 21 avril 2002, on ne peut négliger les effets du changement du mode de scrutin qui, en imposant la barre des 10 % pour se maintenir au second tour, a été défavorable à la liste LO-LCR, en favorisant le prétendu « vote utile », leitmotiv pendant toute la campagne de la gauche plurielle, qui a passé son temps à taper sur LO-LCR plutôt que sur Chirac-Raffarin. En particulier, la liste d'extrême gauche a subi la concurrence du PCF qui, dans les principales régions où il se présentait de manière autonome, sans faire un score extraordinaire en lui-même, profite du discours assez « gauche », voire autocritique, qu'il a tenu — tout en jouant à fond la carte du « vote utile » pour le second tour : ainsi LO-LCR perdent un nombre significatif de voix par rapport à 1998 dans le Nord-Pas-de-Calais (où la liste Boquet réalise 10,68 % des voix), en Seine-Saint-Denis (où la liste PCF réalise 14,31 %), dans le Val-de-Marne (où elle fait 10,43 %), voire en Picardie (où la liste Gremetz obtient 10,86 %)[11]. Ces résultats, qui ne signifient nullement une revitalisation historique du PCF, témoignent cependant de sa capacité à utiliser encore efficacement ses dizaines de milliers de militants et sympathisants, actifs dans les entreprises, les syndicats et les associations[12].

Néanmoins, tout cela ne saurait suffire à « amnistier » l'extrême gauche de ses très lourdes

---

[10] La comparaison avec les élections de 1998 est difficile, car LO et LCR se présentaient séparément et surtout étaient absentes de plusieurs départements ; elles avaient à elles deux obtenu 919 066 voix, soit 4,5 % des suffrages exprimés pour LO et 2,5 % pour la LCR là où elles s'étaient respectivement présentées.)

[11] Rappelons que la décision de présenter des listes autonomes du PCF dans six régions a été prise en général contre la ligne de la direction nationale (notamment en Nord-Pas-de-Calais et Picardie, dirigés par des « opposants », et en Auvergne, suite à un vote des militants eux-mêmes, opposés à la direction régionale). La liste d'Ile-de-France, quant à elle, avait pour fonction principale de reprendre les voix perdues au profit de l'extrême gauche en 2002 — tout en faisant le pari de renforcer l'autorité nationale de Marie-Georges Buffet, dont la ligne qui, dans le discours, se veut plus à gauche que celle de Robert Hue, rencontre de fortes résistances dans l'appareil du parti mis en place par ce dernier.

[12] Depuis la débâcle de 2002, la ligne de Marie-Georges Buffet, faite d'autocritique limitée superficielle et de pseudo-« modernisation » altermondialiste, a pour fonction d'enrayer l'hémorragie des militants et de retarder la déliquescence finale. Son succès limité du 21 mars ne met cependant pas en cause le pronostic de la disparition historique du PCF dans les années à venir. C'est ce que montrerait une analyse précise des cantonales : en particulier, le PCF est en train de disparaître de multiples cantons de ses bastions historiques de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, au profit du PS (qui l'a ainsi devancé au premier tour dans des cantons comme Aubervilliers, La Courneuve, Montreuil-Ouest, Pierrefitte, etc. La situation en province n'est guère plus reluisante, comme le montre par exemple la perte historique des deux cantons renouvelables de Montluçon. Nul doute que cette situation va relancer la crise interne du PCF, comme l'a montré dès le lendemain du premier tour la gueulante de Jean-Claude Lefort, député PCF du Val-de-Marne, qui a dénoncé *« le fait de la princesse »* Marie-Georges, affirmant notamment que *« cette direction a failli à tous points de vue, ainsi le montrent tristement et avec la plus grande clarté les élections cantonales »* (AFP, 23 mars).

responsabilités politiques. La faute fondamentale de LO-LCR (sans oublier le PT aux cantonales) consiste dans le vide politique de leur programme et de leur campagne, dans leur refus de se présenter comme *alternative politique* face à la droite et à la gauche plurielle. En proposant un programme réformiste à la place d'un programme communiste révolutionnaire, en refusant de poser la question de l'auto-organisation des travailleurs et d'un parti anticapitaliste révolutionnaire dont l'objectif soit la prise du pouvoir, LO et la LCR (et le PT) se sont présentés comme la « gauche de la gauche », non comme une force de rupture avec le capitalisme et l'État bourgeois. Dès lors, les travailleurs qui voulaient boycotter la gauche plurielle ont boycotté également la gauche plurielle de la gauche plurielle en n'allant pas voter pour elle non plus. Et ceux qui voulaient assommer le gouvernement Chirac-Raffarin en utilisant les élections ont préféré utiliser la massue qui leur paraissait la plus solide.

Est-ce à dire que, si LO-LCR avaient eu, pendant les quelques semaines de la campagne électorale, un programme et un discours révolutionnaires, si elles avaient appelé à la lutte de classe, si elles avaient fait autre chose que du « témoignage trotskyste » comme d'autres font du « témoignage chrétien »… elles auraient fait plus de voix ? Cela n'est évidemment pas si simple, tant est profonde la crise actuelle du mouvement ouvrier et corrélativement de la conscience de classe[13].

En revanche, cela fait des années que LO, LCR et PT auraient pu entreprendre un véritable travail d'éducation marxiste révolutionnaire des travailleurs. Cela fait des années, notamment depuis 1995, et tout particulièrement depuis avril 2002 et pendant la montée vers la grève générale mai-juin 2003[14], que LO et la LCR auraient pu profiter de leur audience pour populariser l'objectif de la grève générale contre le gouvernement et pour faire valoir la nécessité d'un nouveau et véritable parti anticapitaliste révolutionnaire dont l'objectif clair et net soit d'en finir avec l'alternance de la gauche et de la droite, d'ouvrir la voie à une alternative politique, qui ne saurait être qu'un gouvernement des travailleurs, par les travailleurs et pour les travailleurs. En refusant de mettre en avant cet objectif, en se contentant de répéter qu'il ne correspond pas à l'état d'esprit des travailleurs, LO et la LCR (ainsi que le PT) jouent un rôle majeur dans le fait qu'il continue de pas lui correspondre ! Ils ne permettent pas aux travailleurs de reconstruire le mouvement ouvrier, de se débarrasser définitivement de la gauche plurielle, de se redonner une représentation politique[15].

[13] Sur cette question fondamentale de la crise du mouvement ouvrier et de la conscience de classe, cf. sur notre site (http://groupecri.free.fr) notre *Projet de programme CRI* et les textes de la discussion avec les organisations initiatrices d'une « conférence internationale des trotskystes principiels », d'une part, avec Vincent Presumey, rédacteur de la *Lettre de Liaisons,* d'autre part.

[14] Ne revenons pas ici sur l'appel scandaleux de la LCR à voter pour Chirac en mai 2002, ni sur la manière dont LO, LCR et PT, chacun à sa manière, a couvert les bureaucrates syndicaux en mai-juin 2003, notamment en refusant de dénoncer ouvertement leur sabotage de la grève et de mettre en avant l'objectif de la grève générale — LO refusant d'en parler, le PT couvrant Blondel et la LCR reprenant à son compte la confusion semée par la FSU entre « grève générale » et « grève reconductible » : pour une analyse détailleée de la politique de LO, de la LCR et du PT en mai-juin 2003, cf. Le CRI des travailleurs n°5-6.

[15] Sur ce point, l'appréciation politique que nous avons faite du protocole d'accord et de la profession de foi commune aux deux organisations dans le dernier numéro du Cri des travailleurs semble parfaitement confirmée : *« l'accord LO-LCR,* écrivions-nous au terme d'une analyse de ces textes, *est réformiste dans son contenu, vide dans ses perspectives et purement électoraliste dans sa démarche ».* Sur la base de cette analyse, nous nous contentions de pronostiquer un franchissement de la barre des 5 % (qui est, de fait, presque atteinte), sans partager les illusions de tous ceux qui, à « l'extrême gauche », même parmi les critiques de l'accord LO-LCR, espéraient un renouvellement du score de la présidentielle (en fait, seule LO faisant exception en la matière puisque, lors de son congrès, fidèle à son pessimisme constitutif, elle avait limité son pronostic à 3 % des voix !) (Cf. *Lutte de classe* n°77, décembre 2003-janvier 2004.)

VOUS ÊTES TRAVAILLEUR, ÉTUDIANT, LYCÉEN SYNDICALISTE, MILITANT ?

Vous voulez rencontrer les militants du Groupe CRI **?**

ALORS *CONTACTEZ-NOUS* :

06 64 91 49 63
ou groupecri@free.fr

DEUXIÈME TOUR : LA MAJORITÉ ABSOLUE DES TRAVAILLEURS VOTANT INFLIGE UNE DÉFAITE SANS APPEL À CHIRAC-RAFFARIN

Nous avons donc montré, en analysant de manière précise le résultat du premier tour, que le « vote-sanction » contre la droite le 21 mars n'avait rien d'une victoire de la gauche. Pourtant, il a suffi à ébranler des centaines de milliers de travailleurs qui n'avaient pas voté au premier tour et qui se sont rendus aux urnes le 28 mars pour achever le travail du 21 en infligeant cette fois une défaite sans appel au gouvernement.

Analyse des résultats

De fait, tout en restant forte (34,32 %), l'abstention a reculé par rapport au premier tour, cette baisse de 3,5 points correspondant à près d'1,5 million de participants supplémentaires. Le nombre de bulletins blancs et nuls a lui aussi reculé, passant de 4,72 % à 3,99 % (de 1 202 000 à 1 073 000).

Sur les 25 838 000 suffrages exprimés, les listes de gauche ont rassemblé la majorité absolue des suffrages, 50,3 %, un résultat en hausse de 10 points par rapport au premier tour, correspondant à plus de 13 millions de voix — soit 25 % de plus que le 21 mars (+ 3 271 000 voix).

Les listes de droite UMP-UDF ont elles aussi progressé, mais dans une proportion bien moindre : elles ont rassemblé 36,9 % des suffrages, un résultat en hausse de 0,8 point par rapport au premier tour, correspondant à 9 530 000 voix (+ 8,25 % de plus qu'au premier tour, 786 000 voix).

Enfin, les listes du FN ont reculé, rassemblant 12,38 % des suffrages, un résultat en baisse de 2,3 points par rapport au premier tour (et de 3,7 points par rapport au total des suffrages de l'extrême droite) ; avec 3 199 000 voix, le FN en a perdu 366 000 par rapport au 21 mars (- 9,75 %) et 714 000 si l'on prend en compte l'ensemble de l'extrême droite (un recul de 10,7 %).

Le nombre de voix gagnées par la droite entre les deux tours correspond donc presque exactement au nombre de celles perdues par l'extrême droite. On peut sans doute considérer que, malgré la querelle UMP-UDF dans certaines régions, la quasi-totalité des électeurs de droite au premier tour a confirmé son vote au second[16], et qu'une partie des électeurs d'extrême droite ont décidé de « voter utile », contre la gauche, au second tour. Même si l'on tient compte du fait qu'une partie des électeurs d'extrême droite a pu voter à gauche au second tour (on estime généralement que 20 % de ceux qui reportent leur voix ont ce comportement), il apparaît clairement que *la quasi-totalité des 1,5 million d'électeurs qui sont allés voter au second tour alors qu'ils s'étaient abstenus au premier ont voté à gauche.* Cela confirme notre interprétation du phénomène de l'abstention : dans leur majorité, les électeurs qui se sont abstenus au premier tour sont manifestement des travailleurs qui votaient naguère pour les partis de gauche, et dont une partie non négligeable s'est finalement résolue à revoter pour eux au second pour infliger une défaite à Chirac-Raffarin, mais sans grandes illusions en cette gauche qu'ils avaient boycottée le 21 mars. D'autre part, il semble clair que la grande majorité des électeurs d'extrême gauche a choisi de voter pour la gauche au second tour, plutôt que de s'abstenir — ce vote n'impliquant évidemment pas non plus une quelconque confiance dans le PS et ses acolytes.

Fallait-il dénoncer l'illusion électorale… ou appeler à voter pour la gauche plurielle au second tour ?

La nature a horreur du vide. En l'absence de toute perspective politique alternative (notamment par la faute de l'extrême gauche, comme nous l'avons vu), une partie importante des travailleurs a décidé d'infliger une défaite au gouvernement en utilisant la seule arme dont ils ont cru disposer, le vote pour la gauche plurielle, les uns dès le premier tour, d'autres au moins au second. Et cela se comprend. Cependant, *ce vote pour la gauche plurielle n'est en aucun cas une victoire pour la classe ouvrière, car il n'a rien d'une solution*. En effet, cela traduit avant tout la profondeur de l'illusion dans le suffrage universel bourgeois et le parlementarisme sous toutes ses formes, notamment dans la conscience des fractions supérieures du salariat, de l'aristocratie ouvrière et des travailleurs syndiqués. *La croyance que l'on peut changer les choses par le bulletin de vote, ou du moins l'utiliser pour limiter les dégâts, est l'un des mécanismes majeurs dont dispose le système politique bourgeois pour se perpétuer par le mythe de l'alternance politique, qui caractérise la plupart des grandes « démocraties » bourgeoises* — et qui fonctionne malgré la forte proportion d'ouvriers, de petits salariés et d'opprimés qui ne participent jamais à la mascarade électorale. C'est ce système politique qui explique pourquoi, depuis 1983 en France (voire depuis 1977), presque à chaque consultation, les électeurs sanctionnent le pouvoir en place, avant de le sortir aux législatives suivantes. En ce sens, ce qui s'est passé les 21 et 28 mars s'inscrit dans une logique bien ancrée qu'il ne faut pas perdre de vue, sous peine de plonger dans l'aveuglement de la prétendue « divine surprise » des régionales de 2004, dans le mythe du « séisme », du « raz-de-marée », et autres métaphores dont le caractère superficiel pourrait être aisément démontré par la mise en évidence de leur récurrence médiatique depuis près d'un quart de siècle en France.

[16] En Languedoc-Roussillon, la tête de liste UDF, dont la liste ne pouvait se maintenir au second tour, a refusé de fusionner avec l'UMP, faisant valoir le soutien de Bayrou à ses exigences ; en Bourgogne, en Franche-Comté et Basse-Normandie, c'est l'UMP qui a rejeté la fusion, les notables locaux refusant de céder la place aux « traîtres » de l'UDF, qui du coup n'a pas donné de consignes de vote… Les conséquences électorales de ces dissensions semblent cependant avoir été assez limitées.

À cette illusion « démocratiste » générale s'ajoute celle d'une partie des électeurs de la gauche qui, tout en considérant de moins en moins celle-ci comme sa représentation politique, comme une force en laquelle il soit possible de faire confiance, estiment néanmoins qu'elle est « moins pire » que la droite. Il s'agit là encore d'une illusion : ce qui est vrai, c'est que, *depuis vingt ans, chaque gouvernement, qu'il soit de droite ou de gauche, mène une politique pire que celui qui le précède, qu'il soit de gauche ou de droite.* Tous travaillent ainsi à cet ouvrage commun qu'est la destruction progressive des acquis sociaux : il faut rappeler ici que la gauche plurielle a commis les lois Aubry — que le gouvernement Raffarin-Fillon n'a pas abrogées — pour organiser l'annualisation, accroître la flexibilité et l'exploitation, tout en détournant de son contenu la revendication de baisse du temps de travail ; il faut rappeler que le gouvernement Jospin-Gayssot-Voynet a privatisé à lui seul davantage que les deux gouvernements de droite qui l'avaient précédé ; il faut rappeler que le ministre PS Claude Allègre a multiplié les provocations et les « réformes » contre l'instruction publique, ses programmes, ses professeurs, et contre la recherche publique — Jack Lang faisant passer ensuite « en douceur » ces mesures, ainsi que la contre-réforme des diplômes universitaires (dite « ECTS-LMD ») ; il faut rappeler que les députés de la gauche plurielle ont appliqué le plan Juppé contre la Sécurité sociale, ont voté scrupuleusement le transfert en droit français des directives européennes rétablissant le travail de nuit des femmes, organisant la casse progressive des services publics de la SNCF (avec le ministre PCF Gayssot), d'EDF-GDF, de la Poste, etc.

Cette politique a conduit à la défaite de la gauche plurielle en 2002 — défaite plus importante encore, il faut le rappeler, que celle subie par la droite en 2004. Ensuite, la gauche plurielle a appelé à voter Chirac au second tour de la présidentielle, prenant la responsabilité d'un plébiscite dont le gouvernement de droite a tiré toute la force qui lui a permis de mener sa politique réactionnaire de choc depuis deux ans. Enfin, la gauche plurielle a refusé de combattre réellement le gouvernement depuis son installation, même pendant le mouvement de mai-juin 2003 ; et, pendant la campagne électorale, elle n'a proposé aucun programme alternatif à celui de la droite, elle n'a même pas promis de s'engager à abroger les réformes après son retour au pouvoir…

Dès lors, il ne pouvait être question d'appeler à voter pour la gauche plurielle au second tour[17], quelles que soient les illusions (d'ailleurs relatives) des syndicalistes et, plus largement, des fractions supérieures du salariat, attachées au suffrage universel bourgeois et à l'idéologie réformiste. Étant donné la nature du PS, parti bourgeois entièrement incorporé dans les institutions et le système de l'alternance, et menant depuis plus de vingt ans une politique identique à celle de la droite dès qu'il est au pouvoir, *une organisation communiste révolutionnaire ne pouvait pas plus appeler à voter pour le PS au second tour de ces élections régionales de 2004 au nom du combat contre Chirac que pour Chirac au second tour de la présidentielle de 2002 au nom du combat contre Le Pen*[18].

La gauche plurielle et les bureaucrates syndicaux continuent à défendre le gouvernement Chirac-Raffarin

On a beaucoup accusé Chirac d'être resté sourd au « message des Français », de l'avoir méprisé, etc. Et on a eu raison ! Cependant, il n'est pas le seul à avoir fait preuve d'une telle attitude : la gauche plurielle a fait exactement la même chose, révélant immédiatement et sans nuances l'énorme duperie qu'a constituée le vote en sa faveur.

La gauche plurielle a immédiatement rassuré Chirac en annonçant une nouvelle cohabitation

En effet, dès le soir du premier tour, et plus encore au soir du second, les dirigeants de la gauche plurielle ont commencé par rassurer Chirac en affirmant haut et fort qu'il ne s'agissait nullement pour eux de postuler au pouvoir national, de dénoncer l'illégitimité du président, d'exiger la convocation d'élections législatives. Ils n'ont même pas demandé la démission de Raffarin ! Tous n'ont eu qu'un mot à la bouche : on attend 2007, on fait bloc derrière les institutions de la Ve République et derrière Chirac et, en attendant, on met en œuvre la régionalisation maastrichtienne en appliquant les lois votées par le gouvernement Raffarin et en collaboration avec lui — quitte à y ajouter une pincée d' « écoute » du « message des Français » et de la « démocratie participative » à tour de bras.

Dès avant le premier tour, le 14 mars, constatant l'évolution des sondages, de plus en plus défavorables

---

[17] Dans le dernier numéro du Cri des travailleurs, nous écrivions ainsi : *« Il est évidemment hors de question, pour les travailleurs conscients, d'aller voter pour la gauche plurielle légitimement sanctionnée en 2002 pour avoir fait une politique de droite préparant le retour de la vraie droite, et qui, depuis lors, a réalisé l'union sacrée derrière Chirac, puis trahi la montée vers la grève générale en mai-juin 2003 — persistant encore aujourd'hui à refuser de le combattre réellement, y compris en cette veille de période électorale. »* Et nous ajoutions : « *le* Groupe CRI *appelle les lecteurs de son journal, tous les travailleurs conscients, à regarder au-delà des élections et à préparer activement, dès maintenant, sur leur lieu de travail, dans leur quartier, dans leur syndicat… les très durs combats de classe qui nous attendent dans la prochaine période. Ceux-ci devront surmonter les obstacles qui ne manqueront pas de surgir de nouveau sur le chemin de la* ***grève générale, seule à même de vaincre Chirac et d'ouvrir une situation politique nouvelle dans ce pays****. »*

[18] Contrairement à LO, à la LCR et au PT (qui ont été corrects sur ce point précis), des militants et petits groupes d'extrême gauche ont pris la responsabilité d'appeler à voter pour la gauche plurielle au second tour (voire au premier). Les uns et les autres défendaient d'ailleurs cette orientation bien avant le 21 mars — ils la défendent en fait depuis toujours, car ils sont incapables de tenir compte de la réalité et de son évolution : en fait, ils substituent ainsi à ce qui, dans les années 1970, était — ou aurait dû être — une ligne purement tactique à l'égard du PS et du PCF (partis ouvriers bourgeois *de masse* à l'époque), une orientation consistant à cautionner et à semer les illusions démocratistes et parlementaires de l'aristocratie ouvrière, des syndicalistes et des fractions supérieures du salariat, contribuant de fait à les souder à la gauche plurielle au lieu de les en détourner. Tel est le cas aussi bien de la tendance droitière de la LCR (Christian Piquet et ses amis, qui ont de plus osé violer la décision très majoritaire du congrès de leur propre organisation, eux qui n'ont que le mot « démocratie » à la bouche !) que de la plupart des d'ex-lambertistes de l'OCI — tendance de droite (Vincent Presumey et son bulletin *Lettre de Liaisons*) ou tendance de gauche (groupes issus de l'explosion du groupe de Stéphane Just, qui, au-delà de leurs soi-disant différences, appelaient d'une seule et même voix à voter *indifféremment* pour le PS, le PCF ou LO-LCR dès le premier tour !).

à la droite, le porte-parole du PS, Jack Lang, avait annoncé : *« Le gouvernement va être battu. Ce que je redoute, c'est que les socialistes s'enhardissent et s'imaginent que c'est grâce à eux. Franchement, demain, si on gouverne, qu'est-ce qu'on fait ? »* Au lendemain de l'obtention par la gauche de la majorité absolue des suffrages exprimés au second tour, Jack Lang a remis ça, en déclarant carrément : *« Nous sommes dans une situation merdique, le pays est dans une belle mouise. »* (*Le Monde,* 30 mars.) Même son de cloche du côté de chez Fabius, numéro 2 du PS, qui a déclaré au soir du 28 mars, à la télévision : *« Il y a une majorité à l'Assemblée nationale qui est ce qu'elle est et qui n'a pas à être modifiée. »* Et François Hollande, premier secrétaire du PS, d'ajouter : *« La gauche n'a aucun droit à faire valoir, elle n'a que des devoirs à accomplir : un devoir d'opposition (...), un devoir de solidarité dans toutes les régions et dans tous les départements. »* De son côté, Dominique Voynet, dirigeante des Verts, limitait l'objectif de la gauche plurielle *« à ne pas décevoir dans les régions »*... Mais la palme revient à Ségolène Royal qui, alors qu'elle symbolise à elle seule la victoire de la gauche en s'imposant très largement dans le fief même de Raffarin, ne s'arrête plus de chanter la gloire de la régionalisation : *« La France des régions, ça commence dès aujourd'hui. C'est une victoire de la région, car elle prouve l'envie et la volonté de saisir les nouvelles chances qu'apportent les nouvelles compétences »* (la décentralisation).

En un mot, la gauche plurielle a eu comme premier geste de rassurer le gouvernement qu'elle se contenterait une fois encore d'une cohabitation d'un nouveau type, en attendant bien gentiment 2007 et l' « alternance » institutionnelle. *C'est donc avant tout à cause du comportement de la gauche plurielle politique et syndicale que Chirac a pu, malgré le vote des 21 et 28 mars, reconduire Raffarin à son poste et garder la plupart de ses ministres.*

La gauche plurielle déclare son accord avec les « réformes »

Mais ce n'est pas tout. Au moment même où, traduisant les inquiétudes de toute la bourgeoisie, les membres du gouvernement et les chefs de la droite réaffirmaient leur volonté de mettre en œuvre les « réformes » commencées et prévues, Dominique Voynet osait déclarer : *« Les Français ne sont pas immobiles, mais ils ont envie que les réformes soient élaborées avec eux. »* De son côté, François Hollande, rassurait lui aussi le patronat : *« Le PS et la gauche iront vers des réformes consenties, négociées, mais avec le socle des garanties collectives, c'est la différence entre la gauche et la droite ».* Quant à Marie-Georges Buffet, secrétaire nationale du PCF, elle a demandé au gouvernement qu'il *« rouvre un dialogue sérieux avec les partenaires sociaux sur la réforme du système des retraites »* et qu'il *« ouvre de véritables négociations sur l'assurance maladie ».* Bref, ce n'est pas sans raison que Jacques Barrot, président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, exprimant l'essence même de l' « alternance » droite-gauche, a dit à Laurent Fabius, dirigeant du PS, le soir du deuxième tour : *« Ces réformes, vous serez bien contents de les trouver, si, à Dieu ne plaise, vous revenez au pouvoir. Nous avons un pays dont nous sommes responsables, aussi bien à gauche qu'à droite, et que nous devons adapter. C'est un devoir et nous devons continuer. »* Qu'a répondu le numéro deux du PS ? *« Force est de constater que la politique menée depuis deux ans a fait que nous avons eu un demi-quinquennat stérile. La question posée aujourd'hui est de savoir si la deuxième partie du quinquennat pourra être utile ou non. »*

Que le PS et la gauche plurielle se rassurent : le « nouveau » gouvernement Raffarin n'a aucunement l'intention d'être « stérile », d'être moins « utile » au patronat que ne l'a été le précédent. *« Pas question que le gouvernement renonce aux réformes »,* a déclaré par exemple Jean-Claude Gaudin, vice-président de l'UMP, le soir du 28 mars, suivi en cela par tous les représentants du gouvernement et de la droite. Par contre, les dirigeants de la droite ont montré qu'ils avaient bien reçu le « message » des dirigeants de la gauche préconisant de mettre en œuvre les « réformes » en concertation avec la « société civile » et les « citoyens ». Ainsi le premier vice-président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, Bernard Acoyer, a-t-il préconisé de *« rénover les moyens de l'accompagnement de la politique »* du gouvernement, c'est-à-dire notamment *« d'introduire une sorte de participation de nos concitoyens à la réforme ».* Car, selon Philippe Douste-Blazy, secrétaire général de l'UMP, *« ce n'est pas la réforme, mais la méthode »,* qui aurait été sanctionnée par les électeurs. Dès lors, comme l'a dit Jean-Jacques Aillagon, ci-devant ministre de la Culture, *« il faut mieux assurer la pédagogie des réformes, les Français veulent savoir où on les conduit, il nous appartiendra de mieux expliquer les réformes, mais tout en affirmant qu'elles sont totalement nécessaires ».* Quant au journal *Le Figaro,* il donnait le conseil suivant au gouvernement son maître : *« L'heure est à l'habillage social de la politique à mener. Il ne faudra plus parler de 'réformes nécessaires', mais de 'réformes justes'. »*

La fonction du « nouveau » gouvernement Raffarin est donc claire. Comme l'a dit clairement le ministre Dominique Bussereau, il s'agit d' *« une équipe d'hommes et de femmes (...) capables d'aller au combat, capables de mener des réformes et capables de les mener avec fermeté ».* Autrement dit, un gouvernement de choc : comme l'a dit Jacques Barrot dès le 24 mars, *« compte tenu de la propension de ce pays à rechigner devant les réformes, il faut se concentrer sur ce qui est le plus essentiel ».* Le quotidien patronal *La Tribune* du 31 mars résume parfaitement la mission de Raffarin et ses risques : sous le titre de première page *« Raffarin face au risque social »,* on lit : *« Le calendrier pour le printemps devrait être maintenu »,* bien que, notamment sur la question de la Sécurité sociale, *« le spectre de l'hiver 1995 (...) hante déjà Matignon ».* Dès lors, *« le Premier ministre va devoir résoudre une équation impossible : engager le pays sur la voie du changement sous la menace d'une redoutable épée de Damoclès, la rue (...). Le fusible Raffarin a été largement grillé aux régionales, mais il peut encore servir (...) et engager quelques réformes impopulaires, la santé par exemple. »*

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre les reculs tactiques du gouvernement sur les revendications des chercheurs, sur les allocations chômage et sur le statut des intermittents du spectacle : il s'agit pour lui de se débarrasser des conflits les plus importants et très populaires qui ont été sur le devant de la scène au cours des derniers mois et ont contribué à accroître l'hostilité des travailleurs à l'égard du gouvernement. En essayant de

s'enlever ces épines du pied, le gouvernement entend lâcher un peu de lest pour que la pression se relâche un peu et pour pouvoir se concentrer sur les dossier prioritaires : le changement de statut d'EDF-GDF, la régionalisation (notamment le transfert des personnels TOS vers les collectivités territoriales) et la contre-réforme de la Sécurité sociale.

L'heure est à l'auto-organisation des travailleurs

Pour la classe ouvrière et les travailleurs, l'heure n'est nullement à l'euphorie. Qu'ils aient boycotté les élections, voté pour l'extrême gauche ou utilisé le bulletin de la gauche plurielle, les travailleurs savent que le gouvernement Chirac-Raffarin, blessé, se battra jusqu'au bout pour faire passer ses projets funestes. Dans cette situation, il ne faut avoir aucune illusion dans la gauche plurielle — même si, sous la pression du vote du 28 mars, les dirigeants de celle-ci, et notamment du PS ont, début avril, quelque peu durci le ton de leurs discours (ils ont ainsi sévèrement « protesté contre la reconduction du gouvernement et, comme ils l'avaient d'ailleurs fait lors du congrès du PS en mai 2003, ils se sont mis à « critiquer » la manière dont Raffarin entend mener la régionalisation — sans en remettre le moins du monde en cause le sacro-saint principe)... Il ne faut avoir aucune illusion non plus à l'égard des dirigeants syndicaux — ne revenons pas ici sur leur collaboration éhontée avec le gouvernement (sur ce point, cf. ci-dessus l'article consacré à la préparation de la contre-réforme de la Sécurité sociale, ainsi que les deux précédents numéros du Cri des travailleurs).

Face au calendrier des contre-réformes du gouvernement, contre la régionalisation, contre la destruction de la Sécurité sociale, pour la défense et la reconquête des acquis, pour aller vers une alternative politique des travailleurs, par les travailleurs, pour les travailleurs, *les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes et leur lutte de classe indépendante*. Ce n'est que dans et par leur auto-organisation qu'ils pourront imposer l'unité des organisations, notamment des syndicats CGT, FO, FSU et G 10, leur imposer la rupture avec le gouvernement et le combat unitaire pour la défense du Code du travail, des services publics, de la Sécurité sociale, pour la défense et la reconquête de tous les acquis. Ce n'est que par et dans leur auto-organisation qu'ils pourront forcer les organisations d'extrême gauche (LO, LCR, PT…) à rompre avec leur stratégie sans perspective et impuissante.

Mais cette auto-organisation des travailleurs pose la question du parti : pour reconstruire une perspective politique qui mette fin à la spirale de destruction des conquêtes ouvrières et qui permette la satisfaction des revendications et aspirations sociales et démocratiques des travailleurs, des opprimés, de l'immense majorité ; pour reconstruire une perspective politique qui rompe avec les organisations de droite et de gauche de la bourgeoisie et de son État ; pour reconstruire une perspective politique qui puisse mettre fin à l'alternance sur laquelle repose le système politique bourgeois et substituer à la pseudo-« démocratie » bourgeoise la démocratie des travailleurs rassemblés et organisés — il faut un instrument politique, un parti anticapitaliste révolutionnaire. C'est à la construction de ce parti que le Groupe CRI préconise de s'atteler sans attendre : il propose d'ouvrir la discussion sur cette question centrale avec tous les jeunes, les travailleurs, les militants et les groupes politiques qui cherchent la voie de l'alternative révolutionnaire, la voie du socialisme.

Nina Pradier
et Ludovic Wolfgang

DISCUSSION : CONTRIBUTION DU Groupe CRI POUR UNE RENCONTRE POLITIQUE DE MILITANTS RÉUNIS LE 1er FÉVRIER 2004 À PARIS

Nous publions ci-dessous la contribution critique écrite par le Groupe CRI *dans le cadre de la préparation d'une réunion politique de militants, que nous avions annoncée dans notre précédent numéro et qui s'est tenue le 1er février à Paris, réunissant vingt-cinq personnes, parmi lesquelles se trouvaient des syndicalistes, des jeunes, des responsables de l'appel « Pour une alternative politique » de la région rouennaise et d'un autre appel de militants de l'Allier et de l'Auvergne, des représentants du comité de rédaction de la* Lettre de Liaisons, *du Club République sociale, de la revue* Sans Patrie ni Frontière, *de la Nouvelle Gauche communiste, de la Gauche révolutionnaire, du Groupe socialiste internationaliste et du* Groupe CRI.

La réunion du 1er février est appelée par les militants réunis le 16 novembre à l'initiative de la *Lettre de Liaisons* et du *Club République sociale.*

Comme il a participé aux rencontres du 19 juin et du 16 novembre, le Groupe CRI participera évidemment à cette réunion, en contribuant à la discussion sur les trois points à l'ordre du jour, dans le cadre de la démocratie ouvrière et de relations fraternelles entre militants cherchant à définir la voie de l'alternative politique pour la classe ouvrière et les travailleurs.

C'est dans l'objectif de contribuer à la préparation de cette rencontre que nous communiquons ci-dessous par écrit aux organisateurs et aux militants qui comptent y participer quelques réflexions et interrogations politiques sur l'appel à la réunion (I), suivies de propositions politiques concrètes que nous prenons l'initiative de soumettre à ces camarades (II).

I) Réflexions et interrogations politiques sur l'appel à la réunion

Comme les précédents, le bref texte de convocation à cette prochaine réunion, publié notamment dans la *Lettre de Liaisons, « appelle toutes celles et ceux qui veulent aussi s'organiser pour aider les travailleurs de ce pays à en finir avec ce gouvernement, ce président, ce régime, à s'associer ».* Et il précise : *« En finir avec le gouvernement Chirac-Raffarin et le régime de la Ve République : comment grouper les forces politiques et mettre cette question à l'ordre du jour partout ? »*

Or il nous semble que ces formulations ne sont pas claires ou méritent pour le moins d'être précisées :

- Peut-on mettre sur le même plan, sous la forme d'une simple *juxtaposition,* les trois objectifs annoncés — en finir avec le gouvernement (celui de Raffarin), en finir avec le président (Chirac), en finir avec le régime (Ve République) ?

- Que signifie concrètement *« mettre cette question à l'ordre du jour partout »* ? En bon français, la « mise à l'ordre du jour » d'un objectif signifie qu'il peut se réaliser *ici et maintenant,* tout de suite, ou du moins très prochainement : est-ce bien ce que pensent les camarades rédacteurs de l'appel à la réunion du 1er février ?

- *« En finir avec… »* peut-il être un objectif en soi ? Ne faut-il pas plutôt ouvrir une perspective *positive* claire ?

- Qu'entendre par *« grouper les forces politiques »* ? Quelle forme de « groupement », donc d'organisation, est-il envisagé ? De quelles forces politiques parle-t-on ? Incluent-elles, notamment, le PS ou d'autres forces de l'ex-gauche plurielle ?

Le principal problème que nous voulons développer ici concerne la manière dont les rédacteurs de l'appel à la réunion du 1er février relient entre eux les trois objectifs qu'il affichent et, corrélativement, comment ils conçoivent leur « mise à l'ordre du jour » effective. Formellement, il est clair que la réalisation effective du troisième objectif proposé (en finir avec la Ve République) impliquerait par elle-même la réalisation effective des deux premiers (en finir avec le gouvernement et le président) ; en revanche, la réalisation effective du premier n'implique pas celle du second et du troisième (et même celle du second n'implique pas celle du troisième, comme on l'a vu en 1981). Or la formulation proposée ne nous paraît pas claire, car elle semble susceptible de deux interprétations différentes :

- S'agit-il de distinguer trois étapes successives dans un combat de classe qui monterait en puissance ? Dans ce cas, « en finir » avec Raffarin est-il finalement le *premier* objectif à « mettre à l'ordre du jour partout », avant qu'une période suivante, plus ou moins rapprochée, mais différente, mette « à l'ordre du jour partout » d'en finir avec Chirac, puis encore une suivante d'en finir avec la Ve République ? Dans ce cas, toute la discussion doit se concentrer pour le moment sur le premier objectif, même si l'on évoque les suivants pour l'éclairer.

- Ou bien s'agit-il d'une sorte de *crescendo* à visée « pédagogique », dans l'objectif de faire comprendre aux masses que, pour en finir réellement avec la politique qu'elles subissent, il faut non seulement chasser Raffarin, mais aussi Chirac, mais encore la Ve République ? Dans ce cas, c'est au contraire sur ce dernier objectif que doit se concentrer la discussion, car c'est lui qui est l'objectif réel à « mettre à l'ordre du jour partout ».

Il est possible qu'il faille comprendre la formule des camarades rédacteurs de l'appel à la réunion d'une autre manière encore, mais nous avons beau y réfléchir, nous ne trouvons pas d'autres interprétations. À moins qu'on ne nous ouvre les yeux sur ce point, nous nous en tiendrons donc aux deux seules qui nous semblent possibles. Or, il est clair qu'elles ont une portée pratique extrêmement différente, qui ne peut pas donner le même contenu à la réunion du 1er février :

1) Si le premier objectif est de « mettre à l'ordre du jour partout » de chasser Raffarin, alors se pose la question : *pour mettre qui à la place ?* — Distinguons les deux nouvelles possibilités sont alors envisageables : (a) chasser Raffarin par la voie électorale ; (b) chasser Raffarin par la lutte de classe, en provoquant une crise politique (à la suite d'une élection ou non).

a) Normalement, étant donnée l'usure du Premier ministre, il est fort possible qu'il soit remplacé après les prochaines élections régionales. Mais, bien évidemment, Chirac mettra à sa place un autre chef de l'UMP ou peut-être, au cas d'un fort succès de l'UDF, un tandem UMP-UDF. Ce n'est donc pas cela que les camarades rédacteurs

de l'appel à la réunion envisagent. — Mais alors, faut-il conclure qu'ils croient possible, à l'occasion des prochaines élections, un *effondrement de l'UMP tellement énorme que s'ouvre une crise politique majeure,* amenant par exemple Chirac à dissoudre l'Assemblée nationale pour organiser de nouvelles élections législatives ou même à démissionner ?

Pour notre part, nous croyons très peu vraisemblable l'hypothèse d'un effondrement électoral de l'UMP (et plus encore de l'ensemble de la droite classique UMP-UDF). Tout d'abord, en effet, à l'exception de quelques catégories comme les buralistes, le gouvernement a fait un travail globalement très satisfaisant pour ses électeurs, en particulier Sarkozy ; il n'y aura donc pas une fuite significative des voix vers l'extrême droite. Ensuite, la gauche plurielle est absente de la scène politique, elle ne se saisit pas de ces élections pour infliger une défaite électorale au gouvernement, elle commence à peine à envisager de se remettre en selle... avec comme seul objectif de limiter les dégâts en conservant ses postes, et en pensant en fait avant tout à 2007. Enfin, s'il est probable qu'un certain nombre de travailleurs se disent qu'il vaut mieux voter PS car c'est moins pire que la droite, il est évident que l'abstention sera très forte, notamment dans les milieux ouvriers et populaires, et il est probable que d'autres préfèreront se souvenir de la politique de la gauche plurielle et refuseront donc d'aller voter pour elle même au second tour — en particulier les électeurs LO-LCR.

Cependant, faisons malgré tout l'hypothèse d'un effondrement électoral de l'UMP (et qui ne soit pas un simple transfert de voix vers l'UDF, qui va fonctionner de toute façon comme filet de sécurité de l'UMP) . Dans ce cas, il est clair que Chirac ne se sentirait nullement obligé d'en tenir compte, étant donné qu'il a été élu avec 82 % des voix (or le cas envisagé supposerait vraisemblablement un fort score du FN, donc recréerait une situation similaire à celle d'avril 2002) et surtout que ce sont des élections régionales ; or *il est évident que le PS, parti coulé jusqu'aux os dans le moule de la Ve République, et qui déjà refuse de saisir ces élections pour infliger une défaite au gouvernement, serait respectueux des formes institutionnelles et attendrait donc bien tranquillement les élections nationales de 2007.* En un mot, dans le cas à notre avis peu vraisemblable d'un effondrement de la droite classique et d'une victoire involontaire de la gauche plurielle, tout le monde se contenterait d'une sorte de « cohabitation », avec un président et une Assemblée UMP d'un côté, et la majorité des régions dirigées à «gauche », de l'autre. — Cependant, les camarades diront peut-être que cette manière de raisonner fait abstraction de la lutte de classe. C'est vrai. Mais peut-on croire sérieusement que, si la gauche plurielle arrivait en tête malgré elle et refusait d'exiger la démission du président et/ou la dissolution de l'Assemblée (et, encore une fois, tel serait le cas), la classe ouvrière et les travailleurs se reconnaîtraient tellement en elle qu'ils lui enjoindraient de le faire ? Ce serait vraiment peu probable.

En revanche, ce qui est fort probable, c'est qu'ait lieu dans la prochaine période une nouvelle mobilisation de la classe ouvrière, et peut-être une nouvelle montée vers la grève générale ; *non pas à l'occasion des élections,* mais dans les semaines et les mois suivants — et *non par suite du résultat immédiat des élections,* mais dans le but de contrer les prochaines attaques que le gouvernement a entièrement préparées et qu'il annoncera réellement après la période électorale. En tout cas, l'hypothèse d'une nouvelle mobilisation des travailleurs nous fait passer au point b)…

b) Si, à nos yeux, une nouvelle et puissante mobilisation de la classe ouvrière est fort possible dans les prochains mois pour réagir aux attaques du gouvernement, il ne faut cependant pas faire preuve d'un excès d'optimisme, et en tout cas *ne pas penser que, à ce jour, il soit réellement envisageable que cette mobilisation débouche sur une crise politique majeure dans ce pays.* En effet, même si la puissance potentielle de la classe ouvrière et des travailleurs est réelle, comme l'a montré la montée vers la grève générale de mai-juin, il ne faut cependant pas sous-estimer la *profondeur de la crise du mouvement ouvrier,* de la représentation politique de la classe ouvrière, donc de la conscience de classe. Corrélativement, *il ne faut pas sous-estimer la force des appareils* qui ont précisément réussi à briser le mouvement de mai-juin sans se heurter à une résistance de masse, faute d'une direction politique alternative capable d'exprimer et de faire monter la colère ou le désarroi qui se sont exprimés parmi les plus combatifs. De plus, cette victoire des appareils contre la classe ouvrière en mai-juin leur a permis de franchir un seuil supérieur dans la collaboration de classe, comme on le voit avec leur travail de co-élaboration des prochaines contre-réformes du gouvernement (cf. notamment le rapport du « Haut conseil sur l'avenir de l'assurance maladie », qui vient d'être adopté *à l'unanimité* de ses auteurs, donc avec le soutien intégral des représentants syndicaux). — Dès lors, une nouvelle et puissante mobilisation rencontrerait les mêmes obstacles qu'en mai-juin et, même si l'on fait l'hypothèse que l'expérience de la trahison acquise à ce moment-là par les travailleurs les plus conscients compense l'abattement dans lequel elle en a plongés beaucoup d'autres, il ne faudrait pas croire que la puissance des appareils puisse être moindre que ce qu'elle a été alors, étant donné qu'aucune force politique de niveau national n'a réellement fait l'effort d'expliquer aux travailleurs ce qui s'est passé au printemps. En tout cas, *il ne faut pas sous-estimer l'écart très important qu'il y a entre une mobilisation puissante des travailleurs, fût-elle une deuxième vague qualitativement supérieure à celle de l'an passé, d'une part, et une crise politique majeure, d'autre part.*

Cependant, là encore, faisons malgré tout l'hypothèse d'une crise politique majeure ouverte par la lutte de classe et aboutissant à la chute du gouvernement Bien sûr, un tel résultat suppose une grève générale, donc le développement de comités de grève, voire un début de structuration de ces comités au niveau national. Autrement dit, cela supposerait que les travailleurs en lutte aient débordé les bureaucraties syndicales, le PS et le PCF, ceux-ci ayant évidemment tout fait pour empêcher la montée vers la grève générale. *Il y aurait donc un processus de retournement des travailleurs contre les appareils.*

Dans cette situation, est-il vraisemblable que le PS et la gauche plurielle exigent la dissolution de l'Assemblée nationale, voire de nouvelles élections présidentielles ? C'est certes moins invraisemblable que dans le cas de l'hypothèse (a) ci-dessus, mais nos objections sur le caractère profondément institutionnel et couard du PS, comme du PCF et des appareils syndicaux, peuvent être de nouveau présentées. Néanmoins, supposons qu'ils en arrivent à cette extrémité pour déminer la situation,

comme en 1968. Supposons donc que des élections législatives, voire présidentielles, aient lieu et que le PS et la gauche plurielle fassent une campagne acharnée pour les remporter (de même que, bien sûr, l'UDF et le FN, sinon l'extrême gauche...). Et supposons même que le PS et la gauche plurielle gauchissent leur discours pour se mettre en phase avec le mouvement ascendant des masses.

Même dans ce cas, *est-il vraisemblable que les travailleurs* — qui leur ont infligé une défaite méritée le 21 avril 2002, qui n'ont pas bénéficié de leur part d'un soutien contre Chirac au printemps 2003 et qui, dans l'hypothèse, se seront heurtés à leur travail de sabotage systématique contre la grève générale ayant abouti à la chute du gouvernement... — *aient la mémoire si courte qu'ils replacent soudainement dans ce PS et cette gauche plurielle leurs espoirs et les portent au pouvoir ?*

D'autre part, même si tel était le cas, même si les travailleurs se faisaient alors de pareilles illusions, serait-ce souhaitable pour le développement de la conscience de classe et la reconstruction du mouvement ouvrier — alors que nous savons tous très bien, nous qui nous réunirons le 1er février, qu'un nouveau gouvernement de gauche, fût-il issu d'une crise politique majeure, ne ferait pas une politique essentiellement différente de celle du gouvernement actuel ? Quand bien même les travailleurs qui ont chassé le PS et la gauche plurielle du pouvoir il y a deux ans décideraient de les y remettre au nom de la politique du moins pire, *serait-il correct, de la part de militants d'avant-garde, de leur faire croire que ces partis pourraient représenter une alternative politique à l'UMP, et qu'il faudrait donc tout faire pour son retour au pouvoir ?*

Pour notre part, nous ne le pensons pas. Car, selon nous, il faudrait au contraire, dans une telle situation, concentrer tous nos efforts sur la dénonciation intransigeante de la gauche plurielle et des appareils traîtres, il faudrait profiter du succès de la grève générale pour poser les bases d'un nouveau parti des travailleurs, d'une nouvelle représentation politique, qui soit en rupture totale avec la gauche plurielle, et qui affiche haut et fort, contre la manipulation et les illusions électorales, la nécessité de recommencer ou de poursuivre la grève générale, jusqu'au gouvernement des travailleurs, par les travailleurs, pour les travailleurs.

Bref, quelle que soit la manière dont on l'interprète, l'objectif de chasser ce gouvernement, s'il est considéré comme un objectif en soi, comme une sorte d'étape dans le combat contre le régime, ne nous semble pas un objectif correct que l'on puisse proposer aux travailleurs aujourd'hui ; car, dans ce cas, il ne peut impliquer que le remplacement de Raffarin soit par Sarkozy, Juppé ou Bayrou, soit par le PS — cette deuxième hypothèse étant en réalité très peu vraisemblable avant 2007.

Bien sûr (insistons sur ce point pour finir, afin qu'il n'y ait aucune ambiguïté...), *s*'il arrivait, dans les faits, que la mobilisation des travailleurs parvienne à faire tomber le gouvernement Raffarin ou le prochain gouvernement de Chirac, ce serait un résultat très important de la lutte de classe, cela impliquerait un saut qualitatif dans son développement, dans la confiance des travailleurs en leur propre force, dans le travail de reconstruction d'une représentation politique de la classe ouvrière, etc. *Mais le fait qu'un tel événement serait éminemment positif s'il arrivait demain ne suffit pas à en faire aujourd'hui un objectif à présenter aux masses ;* d'abord parce que nous ne sommes pas à ce jour dans une situation où la question se pose (la lutte de classe est au point mort, de fait, quels que soient les espoirs que l'on puisse nourrir pour les prochains mois) ; ensuite parce que, même d'un point de vue propagandiste, *ce n'est pas la chute du gouvernement, mais c'est l'objectif de la grève générale et la perspective d'un gouvernement des travailleurs, par les travailleurs, pour les travailleurs, qui permet de répondre aux questions des travailleurs conscients,* de montrer la nature des appareils en dénonçant leur politique de trahison de la grève générale et de collaboration, tout en ne semant aucune illusion sur le PS et la gauche plurielle comme alternative satisfaisante en cas de chute d'un gouvernement de Chirac. Mais, en (re)disant cela, nous avons déjà mis un pied dans le point 2...

2) Passons donc à la deuxième interprétation possible de la formule utilisée par les rédacteurs de l'appel à la réunion du 1er février. Supposons que ceux-ci proposent de « mettre à l'ordre du jour partout » non pas de chasser le gouvernement Raffarin pour le remplacer par un gouvernement du PS, mais de chasser la Ve République, et de mettre en avant *dans ce but* un mot d'ordre « pédagogique » signifiant que vouloir chasser Raffarin ici et maintenant, c'est au fond vouloir chasser Chirac ici et maintenant, et que vouloir chasser Chirac ici et maintenant, c'est au fond vouloir chasser la Ve République ici et maintenant. — Dans l'hypothèse où une telle interprétation de leur formule serait juste, la question que nous voulons poser alors est la suivante : *les camarades croient-ils réellement que les conditions sont réunies aujourd'hui pour poser concrètement la question du renversement* ***du régime,*** *c'est-à-dire pour « mettre cette question à l'ordre du jour partout » ?* Autrement dit, sommes-nous dans une période pré-révolutionnaire, ou est-il vraisemblable que nous y arrivions en quelques mois (car soyons clairs, une situation où il devient possible de renverser le régime, cela s'appelle au minimum une situation pré-révolutionnaire) ? Là encore, nous ne serions pas aussi optimistes, car nous ne sommes pas aussi spontanéistes.

Certes, une situation révolutionnaire peut apparaître en l'absence de tout parti révolutionnaire ; mais c'est tout de même beaucoup plus compliqué quand on est en période de crise générale du mouvement ouvrier. Certes, celle-ci a des effets positifs, dans la mesure où elle ouvre les possibilités de construction, d'un nouveau mouvement ouvrier débarrassé des réformismes social-démocrate et stalinien du XXe siècle ; mais elle a aussi des effets négatifs : la situation de crise de la représentation politique et de la conscience de classe fait que, aujourd'hui, *nous ne sommes certainement pas dans une situation analogue, par exemple, à celle de 1905 en Russie, où il n'y avait certes pas de parti révolutionnaire, mais où il n'y avait pas non plus d'appareils traîtres puissants et rompus à la trahison par des décennies d'expérience contre-révolutionnaire.*

C'est pourquoi, à notre avis, il est aujourd'hui nécessaire de se livrer à un combat idéologique de propagande pour reconstruire le mouvement ouvrier, pour redonner sens à l'objectif du socialisme ; il est indispensable de faire ce travail de propagande et de conscientisation ne serait-ce que pour la perspective de la grève générale elle-même — car autant il est évident qu'il y a eu en mai-juin une *montée*

vers la grève générale (trahie par les appareils), autant il serait erroné de croire que tous les travailleurs mobilisés la pensaient réellement possible, précisément parce que, en raison de la crise de la représentation politique, ils étaient nombreux à faire malgré tout confiance aux appareils, à les croire quand ceux-ci disaient que tout était de la faute du privé et qu'il ne suffisait pas d'appuyer sur un bouton, etc.

En tout cas, il faudrait que, si telle est l'analyse de la situation des camarades, ils nous prouvent qu'il y a aujourd'hui France une situation pré-révolutionnaire, ou des éléments qui permettent de dire qu'on soit à la veille d'une période pré-révolutionnaire. Nous avons beau essayé d'analyser la situation objective, nous ne voyons pas quels éléments permettraient de dire que l'on s'achemine aujourd'hui vers une période où, comme disait Lénine pour définir les situations révolutionnaires, « ceux d'en bas ne veulent plus vivre comme avant » — alors que, en réalité, *il n'y a pas le moindre combat de classe significatif depuis sept mois* et que, *en mai-juin, les appareils syndicaux ont réussi à contrôler et briser la montée vers la grève générale sans rencontrer de fortes résistances* ? Et, corrélativement, où voit-on que « ceux d'en haut ne peuvent plus gouverner comme avant » — alors qu'*il n'y a pas de crise politique dans les sommets de l'État* ? Car ne nous faisons pas d'illusions sur ce dernier point : le principal trait marquant de la vie politique officielle de ce pays, c'est le silence assourdissant, depuis près de deux ans, de la soi-disant « opposition » de « gauche », ainsi que quelques critiques purement tacticiennes de Bayrou — seul opposant politique sérieux dans l'hémicycle ! Certes, il y a aussi quelques petites dissensions et autres petites phrases entre les rivaux de l'UMP, voire les membres du gouvernement ; mais elles ne traduisent nullement une crise politique, elles permettent simplement, de façon d'ailleurs très habile, à la fois de détourner l'attention de l'opinion publique des vraies questions politiques, et de faire croire à cette même opinion publique qu'il y a des différences internes, que l'UMP n'est pas un monolithe — ce qui permet de préparer le remaniement ministériel qui aura lieu au lendemain des élections, et qui pourra ainsi être présenté comme un vrai changement dans la continuité.

*En un mot, l'objectif d' « en finir » avec le régime n'est pas une question qui soit « à l'ordre du jour », à moins de se tromper gravement dans l'analyse de la situation telle qu'elle est aujourd'hui. C'est donc faire preuve d'un certain volontarisme verbal que de prétendre « mettre à l'ordre du jour partout » le renversement de la Ve République. Car une politique juste, utile au développement de la lutte de classe, est nécessairement une politique adaptée à la situation objective, une politique qui permette au prolétariat d'*avancer dans son organisation politique, de progresser dans sa compréhension commune de la situation et de ses tâches, dans la reconstruction de sa représentation politique — en un mot d'avancer dans la construction de son parti. *Une politique juste et utile au développement de la lutte de classe est donc une politique qui ne se raconte pas d'histoires, qui ne se fait pas croire que l'*objectif ultime *du renversement du régime, donc de la prise du pouvoir, est à « mettre à l'ordre du jour » quand la situation n'est ni révolutionnaire, ni pré-révolutionnaire, comme c'est le cas de la situation actuelle. — Du reste, même dans une situation beaucoup plus explosive que celle d'aujourd'hui, seule la lutte réelle de la classe ouvrière pourrait « mettre à l'ordre du jour partout » le renversement du régime, c'est-à-dire le gouvernement des travailleurs, par les travailleurs, pour les travailleurs — et non une réunion de quelques dizaines de militants !*

II. Propositions politiques soumises aux organisateurs et aux participants de la réunion

Mais alors — pourraient se demander les camarades après lecture de ces quelques interrogations et réflexions — est-ce à dire que le Groupe CRI ne soit pas pour mettre en avant la perspective d'en finir avec le régime ? Est-ce à dire qu'il n'attende rien de la réunion du 1er février, convoquée sur ce thème ? — Nullement. Mais il faut clarifier l'appréciation de la situation et les objectifs. Car si, à notre avis, il ne revient pas à la poignée de militants qui se réuniront ce jour-là, et surtout pas dans la conjoncture actuelle, de « mettre à l'ordre du jour partout » le renversement du régime, leur rôle n'en est pas moins *(car aucune force politique constituée ne le fait) d'*ouvrir une perspective politique, *et même une perspective qui, au lieu d'être négative (« en finir avec… »), soit* positive.

Selon nous, cette perspective doit être celle d'un **gouvernement des travailleurs, par les travailleurs, pour les travailleurs** car, dans la situation actuelle, c'est la seule perspective conséquente et positive qui exprime la nécessité d'une **rupture avec le système capitaliste, l'État bourgeois et le gouvernement de droite, mais aussi avec les gouvernements de gauche et tous les appareils bureaucratiques des syndicats et de la gauche plurielle** ; et cette perspective est par là même **en rupture également avec la politique des directions centristes de LO, de la LCR et du PT**. *C'est donc cette perspective, et elle seule, qui permet d'articuler toutes les initiatives et les actions qu'il serait possible de mener ensemble dans la lutte de classe telle qu'elle est aujourd'hui (et non telle qu'on voudrait qu'elle soit). En particulier, un tel accord nous permettrait, ensemble, quelles que soient par ailleurs nos différences actuelles, de « mettre à l'ordre du jour partout » les initiatives et tâches politiques concrètes suivantes :*

1) **impulser, de façon coordonnée, des regroupements politiques de travailleurs** *sur la base de cette perspective politique ;*

2) **renforcer, faire progresser et homogénéiser notre regroupement du 1er février** *lui-même, en essayant de rassembler minutieusement, dans un texte commun, l'ensemble des analyses et positions nationales et internationales sur lesquelles nous sommes d'accord (une sorte de* plate-forme politique commune*), et en ouvrant la discussion la plus large et la plus rigoureuse sur les différents points qui, au contraire, font l'objet de désaccords à ce stade, et qu'il faut donc commencer par recenser (par exemple, l'analyse de la situation, la nature du PS, la question de la forme du parti politique que nous voulons, etc.) ;*

3) **faire un travail coordonné dans les différents syndicats** *où nous intervenons, avec l'objectif d'aller vers une* tendance commune intersyndicale *dans la CGT, FO, la FSU, SUD, la FSE (étudiants) (nous reviendrons sur ce point dans la partie de la réunion consacrée à la question des syndicats) ;*

4) **participer activement avec d'autres à des actions de front uni** *sur les différentes questions que l'actualité politique et sociale met à l'ordre du jour (grèves, manifestations, etc.), mais en sortant dès que possible* notre propre matériel commun, *qui se distinguerait des autres précisément par notre perspective politique indépendante.*

Telles sont donc les propositions politiques concrètes que nous soumettons aux organisateurs et aux participants de la réunion du 1er février.

Pour finir, nous insisterons sur la nécessité à nos yeux qu'un *texte matérialisant les points d'accord et de convergences des participants* soit adopté par la réunion, fût-il succinct et minimal — sachant que, bien sûr, nous souhaitons pour notre part que ce texte reprenne notamment les présentes propositions. En effet, s'il est sans doute compréhensible que les réunions précédentes (16 novembre, 29 juin…) n'aient pas débouché sur un texte commun, dans la mesure où les participants ne se connaissaient certainement pas encore très bien les uns les autres, ce serait en revanche une erreur politique de ne pas comprendre l'intérêt majeur, à ce stade, d'un premier texte commun, seul à même *de faire franchir un saut qualitatif à nos discussions et relations.* Militants politiques de terrain, syndicalistes, représentants de groupes politiques, nous avons tous conscience de l'importance que revêt, dans la situation actuelle de crise du mouvement ouvrier, la *clarification politique* — celle-ci n'impliquant en aucun cas une homogénéisation artificielle ou à marche forcée des sensibilités différentes des uns et des autres : il s'agit tout au contraire de poser les bases permettant que les discussions les plus libres se mènent collectivement pour faire progresser nos réflexions politiques respectives et leur permettre de se nourrir mutuellement, fût-ce en s'opposant quand il le faut.

C'est ainsi que la réunion du 1er février sera un succès, c'est-à-dire qu'elle marquera un réel *progrès* politique. C'est ainsi que l'on passera d'une situation où les militants réunis *« sentent qu'en s'associant (ils) peuvent faire beaucoup plus que leur simple addition »* (*Lettre de Liaisons* n°82, compte-rendu de la réunion du 16 novembre), à une situation où ils s'associent effectivement et, ainsi, *commencent réellement* à « faire beaucoup plus que leur simple addition ».

PS : Les organisateurs de la réunion n'ont pas tenu compte de cette contribution et n'ont pas voulu discuter de ses propositions finales. Leur principale préoccupation concrète était en fait d'élaborer un appel à voter pour la gauche plurielle au second tour des régionales, certes sans la soutenir, mais sous prétexte d' « en finir avec Raffarin »... CQFD !

RÉCENT CONGRÈS CONFÉDÉRAL DE F.O. : DE BELLES PAROLES... QUI CACHENT MAL UNE ORIENTATION COLLABORATIONNISTE

Le Congrès de la confédération Force ouvrière s'est tenu à Villepinte du 2 au 6 février derniers. À la lecture des textes issus de ce Congrès, on ne peut que constater un véritable décalage entre les résolutions, votées à la quasi-unanimité des congressistes — résolution générale, résolution sociale, résolution sur la protection sociale — et la réalité pratique de la mobilisation proposée par la direction de la confédération. Quant au bilan du mouvement de mai-juin, il a consisté à encenser la politique menée par la confédération et le secrétaire général sortant, Marc Blondel...

Le congrès cautionne totalement la trahison de mai-juin 2003

Le Congrès est revenu sur le mouvement de mai-juin. Il s'est félicité que FO ait revendiqué les 37,5 pour tous. Mais il passe totalement sous silence le fait que la confédération a participé jusqu'au dernier moment aux « négociations » avec le gouvernement. Il passe totalement sous silence le fait que FO a signé le 6 janvier 2003, notamment avec la CFDT, une déclaration qui ne mentionnait pas la revendication des 37,5 pour tous et demandait une « réforme » des retraites. Il passe totalement sous silence le fait que la direction, et en particulier le secrétaire général Marc Blondel, se sont refusé à appeler à la grève générale en mai, que demandaient pourtant des centaines de milliers de travailleurs. Blondel expliquait : *« J'ai utilisé à dessein les notions d' 'amplification', de 'généralisation', de 'coordination'. Mais j'ai quelques craintes à employer le terme de 'grève générale interprofessionnelle'. Qu'on le veuille ou non, il renvoie à l'idée d'insurrection et bien sûr, à une lutte politique contre le gouvernement. Étant partisan de l'indépendance syndicale, je préfère rester prudent. »* (*Le Monde* du 27 mai.) Et, interrogé sur France Info le 26 mai, il allait jusqu'à déclarer : *« Appeler à la grève générale serait insurrectionnel, voire politique. »* (Voir Le Cri des travailleurs n°5-6.)

Or, bien loin de reconnaître la trahison de mai-juin, le Congrès, tout au contraire, *« se félicite de la part déterminante prise par Force ouvrière dans la mobilisation exceptionnelle »*. Exceptionnelle, oui, la mobilisation l'a été... jusqu'à ce que les dirigeants syndicaux la brisent volontairement : Blondel, en refusant d'appeler à la grève générale, a permis à Thibault de faire reprendre le travail à la RATP et à la SNCF après le 13 mai, à FO et aux autonomes de la RATP de signer avec la direction la « garantie » des retraites des agents pour bloquer la mobilisation, à Aschieri de continuer la comédie de la « grève reconductible ». Le Congrès de FO a le culot de... rejeter la responsabilité sur les autres, en affirmant que *« l'acceptation tacite ou implicite d'autres syndicats de cette contre-réforme n'a pas permis le retrait de celle-ci ».*

En ce qui concerne maintenant l'avenir, comment la direction de la confédération se propose-t-elle d'aider concrètement les travailleurs à lutter pour obtenir satisfaction sur ces revendications ?

De grandes déclarations.... qui couvrent une collaboration pratique avec le gouvernement et le MEDEF

La résolution générale s'ouvre sur la question de l'indépendance syndicale. À juste titre, elle rappelle que le syndicat doit préserver sa *« liberté de comportement, contradictoire par nature à son intégration dans des mécanismes de cogestion, colégislation ou codécision ou à son institutionnalisation ».* Fort bien. Mais alors, comment comprendre alors que les dirigeants de FO acceptent de siéger dans tous les organismes qui, tel le « Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie », n'ont d'autre but que d'intégrer les organisations syndicales à la préparation des contre-réformes gouvernementales ? En réalité, le fait même de siéger dans le « Haut conseil », dont le but était d'établir un « diagnostic partagé » préparant la réforme de la Sécurité sociale, c'était accepter l'idée que patronat, gouvernement et travailleurs puissent avoir la même vision des choses, comme s'ils avaient en somme les mêmes intérêts ! Cela revenait à légitimer par avance la prétendue nécessité d'une réforme de la Sécu, au lieu de préparer les travailleurs à combattre la contre-réforme ! Et on nous parlera ensuite d' « indépendance syndicale » ! D'ailleurs, FO ne s'est nullement contentée de siéger dans le « Haut Conseil » : elle a en outre cautionné le « diagnostic partagé » qui en est ressorti. Dans un communiqué du 23 janvier 2004, paru dans *Force ouvrière hebdo* le 28, elle a déclaré qu'un *« consensus s'était dégagé »,* portant sur *« le constat selon lequel les dépenses de santé représenteront toujours une part importante de la richesse nationale, qu'elles continueront à augmenter et qu'il convient de les maîtriser »* ; et elle a affirmé qu'il fallait selon elle *« une véritable maîtrise médicalisée des dépenses de santé ».* Or, opposer « maîtrise médicalisée » et « maîtrise comptable » des dépenses est une véritable tromperie : la première ne va pas sans la seconde. Quant au congrès, il s'est contenté d'émettre des… « réserves » sur *« le recours à une CSG accrue pour les chômeurs et les retraités ainsi que la diminution des prestations remboursées par la Sécurité sociale ! »* Des réserves ! Voilà qui a de quoi faire peur au gouvernement !

Toujours dans la résolution générale, le Congrès condamne le projet de loi Fillon sur le « dialogue social », qui remet en cause la négociation de branche au profit d'une négociation rabattue au niveau de l'entreprise, ce qui a pour conséquence de détruire la protection sociale collective définie par le Code du Travail. Mais, ce faisant, le Congrès « oublie » que ce projet de loi n'est que la transcription d'un accord sur la refondation sociale datant de juillet 2001 et que la confédération Force ouvrière… a signé ! C'est en effet très exactement le 16 juillet 2001 que FO, la CGC, la CFDT, la CFTC et le MEDEF ont signé cet accord visant à trouver *« les voies et les moyens de l'approfondissement de la négociation collective ».*

Le Congrès dénonce aussi *« la volonté du gouvernement de culpabiliser les salariés en supprimant un jour de congé pour financer le plan vieillesse ».* Mais quand Raffarin a annoncé cette décision, qu'a proposé la direction de FO pour mobiliser les salariés contre cette infamie ? Rien, absolument rien ; elle s'est contentée de protester verbalement... et de prendre acte.

Il en va de même dans les autres résolutions votées par le Congrès de FO. On y trouve de toute évidence bon nombre de revendications justes. Citons parmi d'autres exemples la défense des services publics contre le « service d'intérêt général » (SIG) introduisant les notions de concurrence et de compétitivité. Réaffirmer des principes abstraits ne mange pas de pain, mais que fait FO dans la pratique ? Qu'a fait FO contre la privatisation de France Telecom, contre le plan du gouvernement contre la Poste ? Que fait FO contre le plan « Hôpital 2007 », hormis appeler de temps en temps à une « journée d'action », contribuant par là même à fractionner et diluer complètement le peu de mobilisation que sa direction et celles des autres organisations syndicales font mine de lancer ? La résolution revendique aussi le principe de l'embauche en contrat à durée indéterminée et à temps plein comme principe du droit du travail. Mais qu'a fait FO contre le RMA ? Contre la réduction des allocations chômage ? En aucun cas elle n'a lancé d'action susceptible de véritablement s'y opposer. Enfin, le Congrès demande le retour à la référence hebdomadaire contre l'annualisation et la flexibilité imposées par les lois Aubry. Mais pourquoi ne pas dire clairement : « Abrogation des lois Aubry ! 35 heures hebdomadaires pour tous, sans flexibilité ni annualisation ! » FO n'a pas combattu contre la loi Aubry ; de nombreux syndicats FO ont même signé des accords loi Aubry, comme dans la fédération de la métallurgie.

Sur le chômage, la confédération dit son refus du PARE et de la logique des sanctions contre les chômeurs. Mais ce secteur reste désespérément absent du champ d'intervention de FO, qui ne s'est pas donné les moyens de lutter contre le PARE. De même, le Congrès condamne l'accord UNEDIC (CFDT-MEDEF) qui a abouti à la radiation de millions de chômeurs. Mais là encore, a-t-on vu FO sur le terrain combattre aux côtés des chômeurs ? Non. — Quant à l'accord réactionnaire du 20 septembre sur la « formation professionnelle » (cf. Le Cri des travailleurs n°8, octobre 2003), le Congrès s'est félicité de sa signature par la direction de FO…

Enfin, sur la question des travailleurs immigrés, tout en rappelant son opposition aux discriminations et sa revendication de « l'égalité dans l'entreprise », *« le Congrès dénonce la politique d'asile et d'immigration et la mondialisation qui attire dans des conditions de vie dramatiques des travailleurs en quête d'une vie décente. Il rappelle que subordonner l'ouverture des frontières aux travailleurs étrangers aux besoins conjoncturels de main-d'œuvre surdétermine le rôle des employeurs et crée le conditions du dumping social ».* Dès lors, tout en estimant certes que *« les réponses ne sont pas dans le durcissement de la législation »,* le Congrès n'en revendique pas moins *« la mise en œuvre d'une politique de l'immigration créant les conditions d'une bonne intégration ».* Autrement dit, FO donne un habillage « social » et « républicain » (en dénonçant le « dumping social » et en prônant une « bonne intégration ») à des positions nationalistes réactionnaires (dénonçant une prétendue « ouverture des frontières » et l'embauche de travailleurs immigrés). Bref, FO justifie une politique de maîtrise des flux migratoires. Et, dans les faits, cette organisation refuse de défendre notamment les travailleurs sans-papiers, de soutenir la revendication juste et légitime de leur régularisation collective immédiate[19].

---

[19] Sur ce point, rappelons que des militants syndicaux et politiques ont lancé en septembre dernier une *« Lettre ouverte à nos camarades du mouvement syndical »,* pétition qui est toujours en circulation. Elle a été publiée dans Le Cri des travailleurs n°7 (sept. 2003). Rappelons-en ici le texte : *« - Parce que c'est le manque de travail qui les a contraint à quitter leur pays ; - Parce qu'ils sont ici des ouvriers*

En un mot, entre les principes affichés par le Congrès et la lutte de classe déterminée sur la base des revendications, il y a loin ! De fait, aucune perspective réelle, à court ou moyen terme, ne s'est dégagée de ce Congrès, qui s'est terminé par l'élection du nouveau secrétaire général, Jean-Claude Mailly, dont le rôle est de garantir le maintien intégral de la ligne « blondéliste » suivie depuis 1989 et marquée par la combinaison d'un discours très « revendicatif »... et d'une pratique de la plus pure eau collaborationniste.

Face à cette orientation, il est nécessaire que les militants et adhérents de FO qui veulent construire un syndicat de lutte de classe, qui veulent combattre contre la collaboration avec le gouvernement, contre la bureaucratie, se regroupent en tendance — dans une tendance intersyndicale (identique dans la CGT, la FSU, SUD…). Il est nécessaire qu'ils engagent à l'intérieur de FO un combat organisé sur la base de l'orientation suivante :

• Dirigeants de FO, prenez en charge la défense des travailleurs sans papiers, ouvrez-leur les rangs syndicaux, exigez leur régularisation collective immédiate !

• Retirez votre signature de l'accord du 16 juillet 2001 sur la « négociation collective » et celui du 20 septembre 2003 sur la formation professionnelle !

• Exigez l'abrogation des accords scélérats contre l'ASS et contre le régime des intermittents du spectacle !

• Exigez le retrait du plan « hôpital 2007 », l'arrêt du processus de privatisation des services publics, le maintien des entreprises nationalisées (la poste, EDF-GDF, SNCF...) !

• Dénoncez le projet de contre-réforme du gouvernement contre la Sécurité sociale, dénoncez la propagande sur le prétendu déficit et la prétendue nécessité d'une réforme, rompez immédiatement les concertations avec le gouvernement, popularisez et préparez la perspective de la grève générale pour défendre la Sécurité sociale !

Laura Fonteyn

---

dans le bâtiment, les travaux, le nettoyage, la restauration, l'aide aux personnes... Nous disons que la lutte des ouvriers sans-papiers s'articule nécessairement à la lutte globale contre l'impérialisme ainsi que la précarisation et le morcellement du salariat ailleurs comme ici. Nous disons donc que la question des sans-papiers est une part de la question générale du Travail et qu'elle concerne à ce titre tous les salariés. Nous disons donc enfin que la question des ouvriers sans-papiers doit être pleinement prise en compte par les organisations syndicales : - Par l'organisation des sans-papiers dans le cadre syndical ; - Par la défense sans faille du principe 'à travail égal, salaire égal, statut égal' ; - Par la revendication d'une régularisation générale et sans conditions avec la carte de 10 ans. »

RÉCENT CONGRÈS NATIONAL DE LA F.S.U. : UN « ÉLARGISSEMENT »… DE LA COLLABORATION ?

Du 2 au 6 février derniers s'est tenu à Perpignan le quatrième congrès de la FSU (Fédération Syndicale Unitaire), trois ans après celui de La Rochelle.

Quel bilan de mai-juin 2003 ?

Près d'un an après le puissant mouvement du printemps 2003, dont les personnels de l'Éducation Nationale ont été le principal fer de lance, il est particulièrement intéressant d'observer le bilan qu'en tire la fédération majoritaire dans ce secteur. Les textes issus du congrès se félicitent de la capacité de mobilisation dont a fait preuve la FSU. Mais cette forte capacité de mobilisation, observée aussi bien dans les établissements que dans les manifestations, rend d'autant plus grave et décisive la trahison du mouvement par la direction de la FSU : après l'appel à la « grève reconductible », laissant aux assemblées générales d'établissements isolées la responsabilité de la poursuite ou non de la grève, après les journées d'action à répétition et sans perspective, la direction de la FSU a sifflé la fin de la grève à l'approche du baccalauréat, dans l'éducation et au-delà par ricochet, prétextant déceler, par la voix de son secrétaire général Gérard Aschieri, des *« avancées significatives »* sur la question de la décentralisation alors qu'était annoncé le transfert de 90 000 TOS (voir Le CRI des travailleurs n°5-6 sur le rôle de la FSU). S'il n'est guère étonnant que la principale tendance de direction, Unité et Action, essentiellement influencée par le PCF, n'ait pas fait état de sa responsabilité lors du congrès, il est symptomatique de constater que l'École Émancipée, la principale tendance « de gauche »[20] (on n'ose parler d'opposition), dirigée par la LCR, se contente sur ce point de couvrir la direction. En effet, loin de dénoncer la trahison de la direction, l'École Émancipée, dans sa plate-forme d'orientation, n'évoque que les *« limites* [de la FSU] *devant le refus des confédérations de* [...] *généraliser »* le mouvement ; cette ligne est confirmée dans le journal de la LCR (*Rouge* du 12 février 2004), qui regrette que la FSU ait *« échoué à faire prévaloir la nécessité de la grève générale interprofessionnelle »* Ce positionnement ne peut pas être détaché du fait que l'École Émancipée est à l'heure actuelle la deuxième tête de la direction, participant à la « recherche de synthèse » et votant essentiellement les mêmes textes qu'Unité et Action (l'appui de l'École Émancipée est nécessaire pour adopter les textes du congrès, qui doivent statutairement réunir 70 % des votes des délégués).

La question de la recomposition syndicale

Ne remettant pas en cause son action dans son champ de syndicalisation, l'Éducation Nationale, le congrès de Perpignan a orienté ses discussions sur son rôle dans l'interprofessionnel, et en particulier sur sa faiblesse vis-à-vis des confédérations. La question de la place de la FSU dans la recomposition syndicale est récurrente dans la fédération. Ainsi, il avait été décidé au dernier congrès de La Rochelle de faire des « Comités de Liaisons Unitaires Interprofessionnels » ; le congrès de Perpignan reconnaît l'échec de ces structures, ainsi que des autres initiatives pour des cadres de discussion permanents entre bureaucraties syndicales, brisées en particulier lorsque la CFDT s'est rangée dès le départ derrière Fillon et sa contre-réforme des retraites. Il ne peut exister aucune perspective vers l'unification syndicale sans la présence des masses qui imposent leurs revendications.

La nouveauté du congrès de Perpignan est la décision de l'élargissement du champ de syndicalisation de la FSU, pour renforcer son poids dans les mouvements interprofessionnels ; le congrès se prononçant finalement à 84 % pour *« l'élargissement de la FSU à l'ensemble des secteurs des fonctions publiques »* (renforçant par là même la concurrence entre bureaucrates syndicaux). Cette décision va se traduire immédiatement par l'affiliation de nouveaux syndicats qui frappaient aux portes de la FSU, en particulier de syndicats de territoriaux ayant quitté la CFDT.

La direction reconnaît, par cette décision, son objectif d'imposer la représentativité de la FSU hors du champ de l'Éducation Nationale ; représentativité devant se traduire par la participation accrue de la FSU aux instances de collaboration avec le gouvernement : en effet, après avoir participé au Conseil d'Orientation des Retraites, puis à l'élaboration des décrets d'application de la loi Fillon, la direction de la FSU regrette d'avoir été exclue du dialogue direct avec le ministre pour le « renouveau du dialogue social » et du Haut-Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie, et réclame sa participation à « l'observatoire des salaires des fonctionnaires », mis en place pour faire avaler la pilule du salaire au mérite.

Les conséquences de cet élargissement sur la force du mouvement syndical en France paraissent négatives. L'autonomie de la FSU, en tant que fédération de l'Éducation Nationale, vis-à-vis des confédérations, héritée de celle de la FEN qui avait ainsi sauvé son unité face à la division entre CGT et CGT-FO en 1948, est remise en question. Le choix de l'élargissement du champ de syndicalisation tranche la question en ouvrant la voie vers la création d'une nouvelle confédération, ce qui ne peut qu'affaiblir, en l'émiettant, le paysage syndical français.

Il est à noter que la LCR, par l'intermédiaire de la tendance École Émancipée, a été un des fers de lance sur la question de l'élargissement, faisant même la proposition, finalement rejetée, d'élargir la FSU à *« l'ensemble des services publics et aux personnels remplissant des missions de service public ».* S'agit-il par cette formule de s'adapter au concept de « Service d'Intérêt

[20] Lors des votes d'orientation préparatoires au congrès, la tendance Unité et Action a recueilli 71 % des suffrages exprimés, 17 % pour l'École Émancipée, et autour de 3 % pour chacune des tendances Pour la Reconquête d'un Syndicalisme Indépendant, Front Unique, et Émancipation

Général » (pourtant dénoncé aussi bien par la LCR que par la FSU), imposé par le projet de Constitution européenne et destiné à offrir les missions de service public aux appétits capitalistes ? La politique de la LCR dans la FSU, à travers la tendance École Émancipée, mêle à la fois les traits de l'opportunisme vis-à-vis de la direction et du gauchisme en avançant vers la constitution d'un prétendu « pôle de radicalité »[21] à l'échelle confédérale, autour d'une FSU élargie et du G10, hors des syndicats majoritaires. Cet *« auto-isolement capitulard hors des syndicats de masse »,* selon la formule de Trotsky dans le *Programme de transition*, ne peut en aucun cas permettre aux travailleurs d'avancer vers la satisfaction de leurs revendications, mais seulement aux couches dirigeantes de la LCR d'affirmer et de renforcer leur place « gauche » au sein de la bureaucratie syndicale.

En ce qui concerne plus particulièrement l'élargissement vers la Fonction publique territoriale, on doit faire le rapprochement avec la manière dont la direction de la FSU a traité les revendications des personnels TOS sur la décentralisation. On se souvient que la direction de la FSU avait capitulé sur le transfert des TOS en juin 2003, prétextant des *« avancées significatives »* ; aujourd'hui, à l'heure où la loi permettant entre autres le transfert des personnels va être votée à l'Assemblée Nationale, la direction de la fédération refuse toute tentative pour s'y opposer. Au contraire, au cours des discussions sur le projet de loi, le ministre Devedjian a pu se prévaloir *« d'une concertation avec les partenaires sociaux, et en particulier la FSU »*, pour l'élaboration du texte. La FSU de son côté juge positif *« un corps d'accueil spécifique »* pour les TOS en cas de transfert ; la décision de l'élargissement anticipe ainsi ce transfert que la direction de la FSU ne veut pas combattre, comme l'expriment les déclarations d'Aschieri dans *Libération* en août 2003 : *« Avec la décentralisation, nous devons prendre pied dans la Fonction publique territoriale. »*

[21] On apprend, dans *Rouge* du 12 février 2004, qu'il existe de *« récentes formes de radicalité, que la FSU et les SUD ont su accompagner, sinon impulser ».* En tout cas, force est de constater que, ce qui a surtout été « radical » « récemment », c'est la trahison de la grève enseignante par la FSU en juin 2003…

Quelles perspectives ?

Face à la faiblesse réelle du mouvement syndical français aujourd'hui, l'objectif de l'unification syndicale, même s'il répond à l'objectif historique de l'unité organique de la classe ouvrière (au moins partiellement, les secteurs les plus exploités se trouvant toujours largement hors des syndicats), ne paraît pas être à l'ordre du jour (ni être une garantie pour la défense efficace des intérêts ouvriers, comme peut le montrer l'exemple de l'Allemagne).

Pour sa part, le Groupe CRI considère comme un devoir pour les révolutionnaires d'être, aux côtés des travailleurs dans les organisations où ils se regroupent majoritairement, les premiers combattants pour leurs revendications. Il se prononce *pour la constitution d'une tendance intersyndicale au sein des syndicats ouvriers majoritaires* de chaque entreprise ou de chaque secteur, et entend participer à sa construction dans la mesure de ses moyens, sur la ligne d'une *opposition déterminée aux bureaucraties traîtres, contre toute forme de collaboration à la mise en place des attaques patronales et gouvernementales,* pour aider les travailleurs à se diriger vers les actions appropriées pour imposer leurs revendications, y compris vers la grève générale, perspective centrale de la lutte politique contre la bourgeoisie et son gouvernement.

Frédéric Traille

LISEZ, CONTRIBUEZ

à améliorer, par vos remarques, vos critiques, vos articles

Le CRI des travailleurs

Pour s'abonner, nous contacter
06 64 91 49 63 ou
groupecri@free.fr

APRÈS LA GRÈVE ÉTUDIANTE DE NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2003 , LA RÉPRESSION S'ABAT SUR DES SYNDICALISTES ÉTUDIANTS

Une grève vaincue mais lourde de menaces pour le gouvernement

En novembre-décembre 2003 a eu lieu un important mouvement étudiant contre la réforme dite ECTS/LMD (Système européen de transfert de crédits/Licence-Master-Doctorat — décrets et arrêtés Lang d'avril 2002) et contre le projet de loi de Luc Ferry, qui entendant compléter la réforme en conférant aux universités une autonomie administrative et financière complète (cf. Le CRI de Travailleurs n°5-6, juin-juillet 2003). Ce mouvement a été d'ampleur nationale : il a touché près de 30 universités, dont environ 10 bloquées par les piquets de grève des étudiants, notamment suite à l'appel en ce sens lancé par la coordination nationale de Rennes (cf. Le CRI des travailleurs n°9, novembre-décembre 2003).

Mais ce mouvement a été défait, notamment en raison de la trahison des appareils syndicaux majoritaires. La série de trahisons de l'Unef, sa pratique gestionnaire et son clientélisme légendaire ont conduit depuis des années à un effondrement du nombre d'étudiants syndiqués. Dans ce désert syndical presque complet, l'Unef possède encore un poids relativement important, malgré l'effondrement de ses propres effectifs. Or, elle apporte un soutien critique aux réformes, qui ont été engagés par la gauche plurielle au pouvoir et appliquées par la droite et de la crise du syndicalisme étudiant. D'autre part, le Snesup, principal syndicat d'enseignants dans le supérieur, se refuse obstinément, tout comme l'Unef, à exiger l'abrogation des décrets ECTS/LMD, se contentant de demander un cadrage *national a priori* (maquettes nationales définissant des contenus et volumes horaires d'enseignement) : il sait pourtant parfaitement que la réforme n'a d'autre fonction que de dynamiter les diplômes nationaux liés aux droits collectifs des travailleurs pour adapter la formation universitaire aux besoins du patronat. Cette position constitue un obstacle considérable sur la voie de la mobilisation en masse des étudiants et des personnels.

Malgré sa faiblesse, ce premier mouvement étudiant d'ampleur nationale depuis plus de cinq ans n'a pas manqué d'inquiéter le gouvernement et les directions des universités, chargées d'appliquer les réformes en y associant les syndicats d'enseignants, d'IATOS et d'étudiants. En particulier, le mouvement a été dur sur une dizaine d'universités, des liens ont commencé à être tissés entre les étudiants mobilisés de différentes villes et une organisation de lutte, combattant résolument la politique de casse de l'enseignement public, structurée au niveau national quoique encore petite, est apparue dans cette mobilisation : la FSE-SE (Fédération Syndicale Étudiante-Solidarité Étudiante) qui, constituée en juillet 2003, a été à l'initiative de la journée du 20 novembre, point de départ de l'extension de la mobilisation. La FSE-SE a joué un rôle dirigeant dans trois des dix grèves sérieuses (Caen, Paris I-Tolbiac, Toulouse-Le-Mirail) et a combattu clairement la ligne d'amendement de la réforme, en exigeant l'abrogation pure et simple de la réforme, alors que l'Unef s'efforçait d'imposer en appelant à une « bonne harmonisation européenne ».

En un mot, le mouvement de novembre-décembre, trahi et vaincu, pourrait bien être la première vague d'un mouvement à venir plus puissant et plus structuré sur les Universités, que l'existence de la toute jeune FSE peut contribuer à faire mûrir chez les étudiants.

Le gouvernement peine à faire appliquer la réforme ECTS/LMD

Or, contrairement aux apparences, le gouvernement et ses relais au sein des universités ont bien du mal à faire appliquer la réforme. Certes, la méthode consistant à fixer un cadre national pour faire ensuite appliquer, université par université, avec un chantage aux crédits (si vous ne vous dépêchez pas d'appliquer la réforme, vous serez mal servis en postes et en moyens financiers) s'est montrée dans un premier temps très efficace : elle a notamment facilité la participation des enseignants, soucieux de préserver leur discipline et leur laboratoire, à la mise en œuvre de la réforme. Mais le gouvernement ne pouvait indéfiniment cacher la réalité : les projets de maquettes envoyés pour avis au Ministère devaient bien redescendre un jour. Or les enseignants, dupés par leurs syndicats, qui leur faisaient miroiter une illusoire « bonne application » de la réforme, avaient souvent rédigé des projets de maquettes très optimistes. Dès lors, le Ministère comme les directions d'université savaient parfaitement que le retour des maquettes de licence et de master allait être douloureux.

C'est pourquoi il était essentiel au gouvernement et aux directions d'université d'utiliser, à titre d'exemple, l'arme de la répression contre les enseignants et les étudiants grévistes de novembre-décembre. Cela s'inscrit dans un contexte plus général où les actes de répression contre les grévistes et les syndicalistes n'ont cessé de se multiplier récemment, notamment à la suite de la montée vers la grève générale de mai-juin 2003, dans l'objectif d'affaiblir les travailleurs en s'en prenant à ses cadres organisateurs, au moment où ils vont devoir affronter une nouvelle série de contre-réformes, notamment sur la Sécurité Sociale. C'est ainsi que, la répression a frappé des syndicalistes étudiants de la Tendance « Tous Ensemble » de l'Unef (tendance animée par les JCR) qui avaient défendu des étudiants dont on refusait l'inscription à Paris-X-Nanterre et à Paris-VI — et qui ont été dénoncés à l'administration par la direction de l'Unef elle-même (Parti Socialiste).

La répression contre les grévistes de Paris I et contre la FSE

Particulièrement exemplaire est la répression qui s'est abattue sur les grévistes de l'Université de Paris I et sur la FSE-SE en tant que seul syndicat combattant réellement pour l'abrogation pure et simple des décrets et arrêtés ECTS/LMD, contre l'application dans chaque université, pour le refus de participer aux commissions de travail d'élaboration des maquettes. Le centre Tolbiac de l'Université Paris-I a été en grève réelle pendant trois semaines, avec de véritables piquets de grève bloquant l'accès. Or le Président de l'Université de Paris-I, M. Kaplan (par ailleurs membre du Snesup), a engagé des

poursuites pénales et disciplinaires contre trois étudiants-enseignants (allocataires-moniteurs) considérés comme les « meneurs » de la grève. Parmi eux, deux sont des responsables de la Fédération Syndicale Étudiante (FSE) : le secrétaire national de la fédération et le président de la section de Paris-I, le premier étant par ailleurs connu comme militant du Groupe CRI. La Présidence de l'Université a d'ailleurs à peine caché son souhait d'éliminer ce syndicat devenu gênant. Accusés dans un premier temps *« d'atteinte à l'autorité de l'État, destruction, dégradation, et détérioration dangereuse pour les personnes ainsi que de rébellion » (sic !),* les militants visés risquaient à la fois de très lourdes sanctions disciplinaires et des poursuites pénales.

La riposte s'organise et oblige le Président de l'Université Paris I à reculer

Face à la répression, le Collectif National de la FSE réuni à Bordeaux les 7 et 8 février 2004 décidait d'organiser la riposte : pétition nationale de la FSE et lettre adressée à toutes les organisations, syndicats et partis *«se revendiquant du mouvement social et des libertés démocratiques».* La pétition a recueilli plus de 1 500 signatures sur l'université Paris 1, plus de 2000 à Toulouse, 300 à Pau, 300 à Limoges, etc. Le 11 février, les personnels IATOS du centre Tolbiac se sont réunis en Assemblée Générale : ils ont voté une motion exigeant de la Présidence l'arrêt immédiat de toutes les poursuites, ont mandaté une délégation, ont fait circuler la pétition. Au niveau national, la FERC-Sup CGT a pris une position très ferme dès le 12 février, dénonçant les atteintes au droit de grève et demandant l'arrêt immédiat des poursuites. Sud-Etudiant a pris position le lendemain, tout comme la tendance Émancipation de la FSU. Le 14 février, le secrétaire général du Snesup adressait une lettre au président de Paris-I, demandant en des termes vifs l'arrêt des poursuites. Sud-Education Paris a également pris position et, au niveau local, la section PCF du 5e arrondissement, la section LCR 5e-13e arrondissements, les sections CGT, CNT et Sud-Etudiant de Paris 1 — ainsi que, à contre-cœur, le Snesup de Paris-I. Enfin, Marie-Georges Buffet (secrétaire nationale du PCF), Alain Krivine (dirigeant de la LCR), Arlette Laguiller (porte-parole de LO) et Olivier Besancenot (dirigeant de la LCR) ont signé la pétition...

Ce début de pression a conduit le président de l'université (aidé en cela, de l'aveu même de sa responsable, par la section locale du Snesup) à modifier les chefs d'accusation pour la section disciplinaire : il s'est mis à parler désormais d' *« atteinte au matériel de sécurité du centre PMF [Tolbiac] et utilisation abusive de la qualité d'enseignant pour faire pression sur les étudiants ».* Le président a en outre annoncé avoir porté plainte au pénal (donc sur les premiers chefs d'accusation).

Tentative d'intégrer les syndicats à la limitation du droit de grève

La mobilisation s'est donc poursuivie : elle a été marquée notamment par plusieurs Assemblées Générales suivies de délégations communes avec le personnel de l'université et par l'adoption de motions demandant l'arrêt des poursuites dans plusieurs conseils d'UFR. Le président a dû changer de tactique. Face à la difficulté de passer en force, il a cherché à associer tous les syndicats de l'université à la remise en cause du droit de grève par la rédaction d'un nouveau règlement intérieur, conditionnant la levée définitive des poursuites, provisoirement « suspendues », à la signature par les syndicats, y compris la FSE-SE, de ce nouveau règlement intérieur. Si la direction du Snesup Paris-I était toute disposée à collaborer, la Présidence a essuyé un refus clair et net de la FSE et de la CGT, qui s'est adressée à tous les syndicats pour appeler au boycott de la commission chargée d'élaborer ce nouveau règlement intérieur. Pour compléter ce dispositif anti-grève, la Présidence de l'Université étudie la possibilité de « délocaliser » les premiers cycles concentrés à Tolbiac sur différents centres, dans le but de réduire ce foyer de grèves étudiantes.

Dans le même temps, les tentatives d'intimidation contre les militants de la FSE-SE a continué : le local du syndicat (ainsi que celui de l'UNEF) a été cambriolé dans la nuit du jeudi 19 au vendredi 20 décembre par des gens qui avaient les clés (seuls quelques militants et l'administration disposent des clés du local) ; le représentant du syndicat élu au Conseil d'Administration s'est vu menacé d'être jeté physiquement dehors par le président et ses sbires parce qu'il présentait une motion demandant le retrait d'un diplôme local payant (5 000 euros !) pour les étudiants étrangers ; un des militants poursuivi s'est vu agrippé par le président alors qu'il intervenait dans une Assemblée Générale sur la recherche organisée par l'administration...

À l'heure où ces lignes sont écrites, toutes ces péripéties ne sont pas encore terminées. Mais ce qui est sûr, c'est que le contexte politique met en lumière la signification globale de cette répression à Paris-I. Le gouvernement s'apprête à casser la Sécurité sociale avec l'aide des directions des syndicats, à limiter le droit de grève après concertation avec les syndicats, à ressortir le projet d'aggravation de l'autonomie financière des universités, à généraliser et achever l'application de la réforme LMD mise en place petit à petit par les universités avec l'aide des appareils syndicaux majoritaires... Mais, ici et là, des militants, des sections locales, des unions locales ou départementales, des syndicats entiers résistent à l'intégration. Le combat intransigeant de certains militants constitue un encouragement et un appui pour se dresser face au gouvernement et à sa politique de casse sociale. Comment le gouvernement et ses valets pourraient-ils le tolérer ?

Paul Lanvin
et Antoni Mivani

Annexe : quelques prises de position solidaires

1) Motion adoptée par l'AG des IATOS de Paris I- Tolbiac le 11/02/04

« Les personnels de Tolbiac, réunis le 11/02/2004, ont décidé de demander à être reçus par le Président Kaplan pour :

- exiger le retrait de toutes poursuites engagées contre trois collègues (enseignants/étudiants) ;
- protester contre la répression des mouvements sociaux et syndicaux ;
- réaffirmer et témoigner du caractère démocratique du mouvement de décembre.

Une pétition circule que nous vous invitons à signer» *: 'Je soussigné(e), quelle que soit notre appréciation des réformes en cours, quelle que soit notre appréciation sur la grève de novembre et décembre 2003 à Tolbiac, ses revendications et ses méthodes d'action décidées en assemblée*

générale, demandons au Président de l'université Paris I d'arrêter immédiatement, inconditionnellement et définitivement les poursuites engagées devant la section disciplinaire contre (les trois enseignants-étudiants), ainsi que d'éventuelles poursuites judiciaires.' »

2) Communiqué de presse de la FERC-Sup-CGT

« Répression syndicale à Paris I

Les étudiants légitimement inquiets des réformes des études supérieures qui se mettent en place ont été largement mobilisés en novembre et décembre 2003.

Suite à ce mouvement, le Président de l'Université Paris I a engagé une brutale procédure de répression à l'encontre de trois étudiants-chargés d'enseignements et a saisi la section disciplinaire du Conseil d'Administration compétente à l'égard des enseignants.

Que leur est-il reproché ? *« D'avoir porté atteinte à l'autorité de l'Etat »… « de destruction, dégradation et détérioration dangereuses pour les personnes »* et de *« rébellion »*. Rien que cela ! On pourrait en rire si la chose ne menaçait d'avoir des conséquences très graves pour les intéressés.

La FERC Sup-CGT n'accepte pas la criminalisation de l'acte syndical dont de nombreux salariés souffrent déjà dans le monde du travail.

Elle demande solennellement à la Direction de l'Université Paris I de revenir sur la saisine de la section disciplinaire et de cesser toutes les poursuites engagées contre les étudiants-enseignants.

Elle réaffirme son attachement aux traditions de liberté et d'expression démocratique qui ont toujours eu droit de cité dans nos établissements.

Elle s'engage à tout mettre en œuvre pour que cessent de telles pratiques et s'instaure un véritable dialogue social.

Montreuil, le 12 février 2004. »

3) Extrait de la lettre de Maurice Hérin, secrétaire général du Snesup, à M. Kaplan, président de l'Université Paris I

« Les poursuites engagées, les arguments que vous avancez pour les justifier, en particulier l'utilisation par les trois moniteurs de « leur position d'enseignant pour appeler les étudiants à diverses formes d'action... » sont inacceptables. Ces poursuites constitueraient une atteinte aux droits de grève et d'information.

Je vous demande donc d'abandonner immédiatement les poursuites engagées à l'encontre de ces trois allocataires-moniteurs et de faire en sorte que le nécessaire débat démocratique puisse continuer à se développer.

L'enjeu est que la communauté universitaire puisse faire face aux attaques libérales , qu'elle puisse intervenir pour le développement de l'université de Paris 1 et du service public d'enseignement supérieur et de recherche. »

ATTENTATS DE MADRID (11 MARS 2004) : UN MONSTRUEUX CRIME ANTI-OUVRIER

Nous publions ci-dessous le communiqué du Groupe Germinal (Valence, État espagnol), publié quelques heures après les attentats de Madrid. Dès réception, le Groupe CRI *a adressé sa solidarité militante au Groupe Germinal et son soutien politique à ce communiqué.*

Communiqué du Groupe Germinal

« Aujourd'hui, 11 mars 2004, trois jours avant les élections, un attentat terroriste a assassiné près de deux cents travailleurs et jeunes des quartiers ouvriers de Madrid, par l'explosion à l'heure de pointe de nombreuses bombes dans les trains de banlieues. Personne n'a revendiqué l'attentat, mais nous n'avons pas le moindre doute que, quel que soit le responsable, il s'agit de forces appartenant à la réaction anti-ouvrière la plus noire.

Ces morts sont nos morts. Seule la classe ouvrière pourra leur rendre authentiquement justice. L' « union nationale » que nous proposent les partis qui communient dans leur respect pour la Constitution, servira uniquement à renforcer l'offensive réactionnaire dirigée par le PP [Parti Populaire, parti néo-franquiste de l'ancien premier Ministre Aznar]. Il ne peut pas nous libérer du terrorisme aveugle celui qui s'en sert comme d'une excuse pour sa politique. »

Dans son journal *Germinal,* le Groupe Germinal précise :

« Ce communiqué a été largement diffusé auprès de nos contacts, des manifestants, des jeunes et des ouvriers (avec la déclaration sur les élections), ainsi que par courrier électronique.

Le groupe Germinal a reçu l'appui et l'adhésion explicite à ce communiqué de la part des groupes suivants : CRI (France), Groupe Bolchevik (France), Lucha Marxista (Pérou), et CWG (Nouvelle-Zélande).

Le Groupe Germinal sait que de nombreuses organisations, surtout latino-américaines, ont fait largement circuler ce communiqué de même que le communiqué urgent intitulé *Alerte* et envoyé la nuit cruciale du 13 au 14 mars, lorsque les masses parvenaient à arrêter la tentative de coup d'État masqué qu'exigeait la direction du PP.

Le Groupe Germinal exprime sa gratitude fraternelle à tous les groupes et militants qui ont fait circuler cette information. »

TRACT DITRIBUÉ DANS LA MANIFESTATION DU 20 MARS 2004

Déclaration de la ***Fraction Trotskyste*** *(section brésilienne de la TCI), du* ***CC pour un POR*** *(Comité pour la Construction d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire, section argentine de la TCI) et du* Groupe CRI *(France)*

Un an après la guerre impérialiste en Irak,
Unir les forces des exploités du monde pour la défaite de la bourgeoisie envahisseuse

Le 20 mars prochain auront lieu dans tous les pays de la planète des mobilisations de masses contre la guerre.
En ce premier anniversaire de l'invasion, même les plus aveugles peuvent voir que les véritables causes de la brutale guerre perpétrée par l'impérialisme anglo-américain et ses petits alliés n'a que peu à voir avec « *les armes de destruction massive* » ou avec le « *danger terroriste* ». C'est la logique du capitalisme dans sa phase impérialiste qui oblige les diverses bourgeoisies impérialistes à la reconquête de la planète, à se disputer les territoires et les richesses et à approfondir l'oppression nationale des pays pauvres du monde.
C'est également une vérité impossible à occulter que le cynisme des bourgeoisies « *opposées à cette guerre* » (France, Allemagne) : leurs larmes pour la paix sont à ce point des larmes de crocodile qu'elles sont entrain de négocier avec les envahisseurs leurs parts du pouvoir, aussi bien pour le pétrole que pour les gigantesques marchés de la reconstruction du pays dévasté.
Dans ce cadre, les Nations Unies démontrent à nouveau qu'elles sont une officine de l'Impérialisme, une « *caverne des bandits* », dont la fonction est d'administrer et de légitimer ce que les oppresseurs ont déjà réalisé à coups de missiles et de canons.
Chaque jour qui passe, ce n'est pas seulement la résistance iraquienne qui croît, c'est également l'indignation des peuples du monde (même à l'intérieur des pays impérialistes), contre cette guerre de rapines. Dès avant l'invasion de Bagdad proprement dit, nous avons été des milliers à nous mobiliser (comme nous le ferons le 20 mars prochain), dans les principales capitales du monde. Pourtant, toutes ces manifestations « *pour la paix* » ont eu le talon d'Achille de ne définir aucun plan de lutte qui indique **comment en finir avec la guerre**.

Pour mettre en place de telles actions, il faut partir du constat scientifique que ce sont les mêmes raisons qui expliquent la guerre en cours et la croissance de la pauvreté, de la faim et du chômage sur **toute la planète**. Il ne s'agit pas d'un « *maudit Bush* » envoyé par Satan, mais de la logique inévitable d'un système (le capitalisme), qui ne peut pas être humanisé, qui ne peut pas offrir d'autre alternative aux peuples du monde (y compris aux travailleurs des États-Unis, du Royaume-Uni, d'Espagne ou d'Italie !) que toujours plus d'exploitation. C'est aussi la raison fondamentale pour laquelle le gouvernement bourgeois nationaliste de Saddam Hussein, aujourd'hui renversé, n'a opposé aucune résistance aux envahisseurs : **défenseur du système capitaliste, bélier des Américains eux-mêmes dans la guerre contre l'Iran dans les années 80, oppresseur des Kurdes et autres minorités sur son propre territoire, et pour finir exploiteur des ouvriers et des paysans, son propre caractère de classe l'a empêché et l'empêche de diriger une quelconque résistance sérieuse.**
Nouvelle expression du nationalisme bourgeois, le terrorisme fondamentaliste de Ben Laden, exprime de manière tragique son caractère anti-ouvrier et opposé à la lutte de classes internationale contre l'impérialisme : **le récent attentat de Madrid en est une nouvelle preuve.**
La vraie résistance à l'impérialisme vient des masses (iraquiennes et du reste du monde), qui sans direction révolutionnaire, sans perspective internationaliste opposée à l'impérialisme, se battent comme elles peuvent pour chasser les envahisseurs et pour freiner leur offensive réactionnaire.

Notre défense de cette résistance nous engage à lutter contre les agents des exploiteurs dans chacun de nos propres pays **pour la défaite de l'Impérialisme**, en sachant lier la lutte quotidienne pour les revendications immédiates (salaires, travail, santé, éducation, logement, terre) au combat contre la guerre et contre tous les régimes qui l'appuient par leur soutien au système d'exploitation qui les engendre.
C'est de ce point de vue de classe et révolutionnaire que nous combattons le pacifisme idéaliste et impuissant, qui proclame l'utopie de la paix sans être armés (idéologiquement, politiquement, organisationnellement et militairement) d'une stratégie capable de vaincre l'Impérialisme oppresseur.

Nous, organisations signataires de cette déclaration (qui parlons différentes langues et sommes répartis en différents points de la planète), appelons à l'**unité d'action anti-impérialiste**, tout en nous efforçant d'avancer pour mettre sur pied le **parti mondial de la Révolution Socialiste**, recueillant les meilleures traditions de l'**Internationalisme Prolétarien**.

15 mars 2004

Fracción Trotskysta **(Section brésilienne de la TCI) — vanguarproleta@zipmail.com.br**
CC por un POR **(Section argentine de la TCI)) — cuarta_internacional@yahoo.com.ar**
Groupe CRI **(Communiste Révolutionnaire Internationaliste-France) — groupecri@free.fr**

TRIBUNE LIBRE : USINES OCCUPÉES AU BRÉSIL

La question de l'occupation des usines par les travailleurs eux-mêmes et de son lien avec une orientation politique révolutionnaire générale est une question fondamentale du programme communiste révolutionnaire. Nous publions ici, comme tribune libre, un article de Val Lisboa, militant brésilien de Estratégia Revolucionaria (Quarta Internacional) (ERQI), *organisation membre de la* Fraction Trotskyste-Stratégie Internationale (FTSI). *Le* Groupe CRI *est depuis plusieurs mois en*

relation avec les militants de la FTSI en France, qu'il rencontre désormais régulièrement pour mener une discussion politique de fond, tant sur les questions programmatiques et stratégiques que sur les problèmes tactiques, et sur leur application en France et en Europe aussi bien qu'en Amérique latine. La FTSI rassemble des groupes et organisations du Brésil, de Bolivie, du Chili, du Mexique et surtout d'Argentine, où sa section, le PTS (Parti des Travailleurs pour le Socialisme) compte près de 1 000 militants. — L'article suivant, publié spécialement pour Panorama Internacional, *la revue en ligne de la FTSI (www.ft.org.ar), a été traduit par les militants de la FTSI en France (fteurope@free.fr).*

Le comité de rédaction du CRI des travailleurs

OCCUPATIONS D'USINE : AVEC LES OUVRIERS ET LES OUVRIÈRES OU AVEC LA BOURGEOISIE ET LE GOUVERNEMENT LULA ? LA MÉTHODE OUVRIÈRE DE L'OCCUPATION D'USINE REMET EN CAUSE LE CAPITALISME

Par Val Lisboa

Après des années de carence d'activité politique indépendante du mouvement ouvrier brésilien vivant à l'ombre de la politique bureaucratique et pro-capitaliste des directions syndicales et politiques, un rayon de soleil a commencé à poindre, éclairant la silhouette d'ouvriers et d'ouvrières qui pour la plupart entrent dans la vie politique en renouant avec les méthodes les plus avancées de la classe ouvrière internationale.

Ce sont, dans leur majorité, de jeunes prolétaires qui ont commencé à travailler à l'usine dans les années quatre-vingt-dix et au début du millénaire, une époque difficile, caractérisée par la surexploitation et un manque, pour les salariés, d'expérience et de références politiques et idéologiques. Ces années-là ont été celles de la domination d'une idéologie qui faisait du capitalisme un ordre invincible qui devait avoir devant lui de longues décennies d'expansion et de croissance, la prétention de mettre définitivement un terme aux traditions ouvrières et à toute référence au socialisme. Le capitalisme a pu compter, durant cette époque faite d'arrogance, sur l'aide idéologique et pratique de différents courants réformistes et bureaucratiques au sein des mouvements syndicaux et politiques. La direction de la CUT[22] a rempli son rôle et a appliqué tous les plans capitalistes de réforme et d'accords avec le patronat comme s'il s'agissait de la seule solution possible à mettre en œuvre.

Le processus d'occupations d'usine qui commence dans le pays apparaît comme une réponse à la faillite d'entreprises ou à l'abandon des usines par les patrons. Il répond à la nécessité de garantir les emplois et les salaires pour les travailleurs de ces mêmes entreprises. Il s'agit de signes clairs qui peuvent être mis à profit pour avancer sur le chemin d'une stratégie indépendante pour le salariat contre l'ordre capitaliste et l'État bourgeois, responsable de la faim, de la misère, du chômage et de l'oppression au nom des profits des entreprises et de la saignée que représente pour le pays le paiement de la dette extérieure et intérieure.

Il nous faut intervenir dans ce riche processus afin de stimuler le développement de ses potentialités et dépasser les difficultés et les faiblesses qui se présentent aux prolétaires. En tant que marxistes révolutionnaires, nous devons, aux côtés des militants des courants ouvriers et de ceux qui ne sont pas organisés, tirer toutes les leçons des occupations d'usine afin d'orienter la nouvelle génération de dirigeant(e)s ouvrier(e)s afin qu'ils fassent partie d'une nouvelle direction anti-bureaucratique et anti-réformiste qui lutte contre toute alliance de classe avec la bourgeoisie et la soumission à l'impérialisme.

Un film qui se répète : les patrons volent les subventions publiques et prennent la fuite

De temps en temps, les patrons utilisent la crise économique et financière afin de « justifier » les abandons d'usine ou décréter la faillite ou passer en redressement judiciaire, laissant derrière eux des dettes énormes, des salaires impayés et des profits patronaux non-déclarés.

Dans une usine comme Cipla/Intefibras (Joinville, État de Santa Catarina), la dette contractée à l'égard de la BNDES et le fisc s'élève à 480 millions de réaux. À Flakepet (Itapevi, Etat de São Paulo), les patrons ont laissés derrière eux une ardoise s'élevant à 52 millions de réaux. Le groupe Busscar, également dans l'Etat de Santa Catarina, où les patrons entendent licencier 1100 travailleurs, les prêts non remboursés contractés à l'égard de la BNDES et la Badesc (Banque de développement de Santa Catarina) s'élèvent à 37,5 millions de réaux. Comme on peut le constater, les patrons usent et abusent des subventions publiques, contournent le fisc, ne paient pas d'impôts, arrêtent de payer les salaires et les contributions patronales et licencient, en utilisant la crise comme justification, cette crise qu'ils ont eux-mêmes générée.

Il existe un véritable vol patronal des richesses produites par les travailleurs. La seule réponse réaliste et honnête contre ce vol masqué des patrons avec la complicité des organes gouvernementaux, c'est la confiscation immédiate et sans indemnisation de la totalité des patrimoines de ces patrons afin de couvrir les dettes, leur condamnation sans que les usines occupées par les travailleurs aient à rembourser ces arriérés.

La lutte des usines occupées a pour racine la juste défense des 1070 emplois directement menacés à Cipla/Intefibras (Joinville-SC) et de Flasko (Sumaré, SP), des 143 emplois à Flakepet et l'opposition des ouvriers au plan social impliquant la liquidation de 1100 licenciements chez Busscar (qui emploie au total 3800 travailleurs). En partant de ce point programmatique unitaire, inconditionnel, nous devons lutter pour que le mouvement d'usines occupées avance afin de conquérir des positions avec pour orientation une stratégie indépendante des ouvriers contre le système capitaliste et l'État bourgeois.

Les courants d'extrême gauche qui dirigent ce processus doivent

[22] Centrale Unique des Travailleurs, syndicat majoritaire au Brésil, lié au Parti des Travailleurs de Lula [NdT].

avancer sur le voie d'une stratégie indépendante

Léon Trotsky écrit dans *Le Programme de transition* que *« les grèves avec occupation des usines (...) sortent des limites du régime capitaliste 'normal'. Indépendamment des revendications des grévistes, l'occupation temporaire des entreprises porte un coup à l'idole de la propriété capitaliste. Toute grève avec occupation pose dans la pratique la question de savoir qui est le maître dans l'usine : le capitaliste ou les ouvriers. »*[23] Ne pas comprendre le phénomène d'occupations comme une remise en cause tendancielle du capitalisme (puisque les occupations posent la question de qui doit diriger les usines) et de l'État bourgeois empêche de considérer réellement ce riche processus d'avancée en terme de conscience et de méthode d'action de la lutte ouvrière en vue de l'avancée politique des ouvriers afin de forger une politique indépendante, anti-capitaliste, c'est-à-dire une stratégie révolutionnaire.

Le processus d'occupations d'usine, même à ses débuts, ne doit pas être considéré comme une lutte syndicale « radicale » de plus, restreinte au cadre capitaliste.

En « temps normal », les commissions d'usine[24] fonctionnent comme de simples organisations syndicales constituées afin de défendre des revendications et des droits spécifiques et corporatifs (catégoriels, professionnels, ou spécifiques à l'usine). Au cours de ces périodes, les commissions d'usine et les syndicats agissent sans remettre en cause l'État bourgeois. Ils reconnaissent le droit à la propriété privée des patrons et acceptent que la force de travail soit une marchandise de plus sur le marché capitaliste, devant être négociée sous la pression d'actions en vue d'arriver à un accord conciliatoire.

La principale limite du processus actuel d'occupation c'est précisément cette stratégie syndicaliste, stratégie de « temps normal », défendue par les courants politiques qui dirigent les syndicats et impulsent les commissions d'usine. Pour ces différents courants, parfois d'extrême gauche, les occupations ne sont rien d'autre qu'une espèce de « lutte syndicale radicale » qui peut être « résolue » par le biais de « négociations plus dures », ou même à travers une pression directe sur le gouvernement. Cette vision syndicaliste, on en a une preuve dans le discours d'un militant ouvrier du PSTU, dirigeant du syndicat de la chimie de Sao Paulo[25]. Dans les colonnes du journal *Brasil de Fato*[26], soit quinze jours après le début de l'occupation de Flakepet (Itapevi), ce militant ouvrier affirme que « l'idée est de ne pas reculer jusqu'à ce que les contributions soient payés. Le syndicat n'accepte aucun accord qui n'implique pas le paiement des travailleurs ». Comme on le voit, pour le PSTU et le syndicat de la chimie, le fait de rester dans une logique et une stratégie syndicaliste et non anti-capitaliste oblige ses militants ouvriers à appliquer, dans la pratique, une politique de conciliation, en vue de négociations et d'accords avec le patronat ou le gouvernement, qui se prépare même à mettre un terme à l'occupation et à « rendre » l'usine en échange du paiement des salaires et des contributions patronales.

Contrairement aux positions des dirigeants syndicalistes ou d'extrême gauche, les ouvriers comprennent instinctivement qu'après avoir occupé l'usine, on ne peut plus penser en terme de « contributions et d'apport patronaux ». Lors de notre visite à Flakepet, nous nous sommes réunis avec des membres de la commission d'usine. L'ouvrier R. soulignait ainsi que « le syndicat nous a aidé, mais il a adopté des tactiques qui ne coïncident pas avec nos idées, il ne voit pas que le processus est lent, et il veut tout résoudre tout de suite, il est trop immédiatiste. Depuis le 20 octobre [2003] poursuit-il, notre vie a changé, nous ne serons plus jamais les mêmes. Nous pensons qu'il ne suffit pas que le patron paye les apports et les contributions en retard. Le patron mentira encore et encore, le patron reviendra et fera à nouveau faillite ». Un autre ouvrier de la commission d'usine, S., n'hésite pas à déclarer que « si le patron revient ici et paye les salaires, il pourra casser le mouvement d'occupation ». Le jeune ouvrier M. renchérit en soulignant que « nous n'avons pas besoin de patron, le syndicat doit lutter pour nos droits, mais également contre le patron ». Ces discours des travailleurs qui dirigent concrètement l'occupation d'usine démontrent, sans qu'il ne puisse y avoir de doute, que la principale limite du processus se trouve dans les positions politiques des directions du mouvement.

Nationaliser et exproprier sans indemnisation

Face au processus d'occupations d'usine s'ouvre la discussion sur l'orientation stratégique future du mouvement : nationalisation sans indemnisation, avec indemnisation, ou coopérative ?

La nationalisation semble être la position politique des courants d'extrême gauche qui se réclament du trotskysme. Mais à Flakepet par exemple, O Trabalho[27] défend la perspective de la nationalisation sans rejeter clairement tout type d'indemnisation possible du patronat. C'est en ce sens que cette question stratégique doit être bien définie et clarifiée. Par exemple, dans le tract massivement distribué lors de la campagne en défense de Cipla/Interfibras/Flaskô, on ne voit nulle part la défense inconditionnelle de la nationalisation sans indemnisation. Le tract insiste, en revanche, de manière isolée, sur la consigne « d'entreprises sous contrôle des travailleurs ». Dans la lettre adressée au Président Lula qui se trouve au verso de ce tract, il est proposé que le gouvernement prenne le contrôle de ces usines en raison des dettes qu'ont laissées derrière eux les patrons. Si les ouvriers ont à subir les conséquences des dettes patronales, c'est une forme d'indemnisation indirecte qui est versée.

Dans ce même tract on peut lire que « les entreprises [ayant fait faillite et qui se trouvent occupées] doivent plus de 300 millions de réaux au gouvernement et la seule manière pour recouvrir ces dettes et sauver les 1070 emplois en jeu c'est que le gouvernement prenne le contrôle de ces entreprises ». Pour Trotsky, à l'inverse, il s'agit de lier « le problème

[23] TROTSKY Léon, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV° Internationale. Programme de transition*., SELIO, Paris, 1989, p. 23.

[24] Les Commissions d'Usine *(comissões de fábricas)* sont les cellules syndicales de base des usines dont les représentants sont élus par les travailleurs d'une même entreprise [NdT].

[25] Le syndicat (Sindicato Unificado dos Químicos) est dirigé localement par Democracia Socialista (appartenant au SUCI, auquel appartient également la LCR française, et dont un dirigeant, Miguel Rossetto, siège au gouvernement bourgeois de Lula), le PSTU (LIT-CI) Articulação, ainsi que d'autres courants du PT [NdT].

[26] *Brasil de Fato*, 26/12/2003.

[27] Courant de gauche au sein du Parti des Travailleurs de Lula lié au lambertisme (Parti des Travailleurs en France) [NdT].

de l'expropriation à celui de la prise du pouvoir par les ouvriers et les paysans ». Dans ce sens, dans le processus actuel, il faut articuler la consigne de « l'expropriation » comme une revendication transitoire et préparatoire pour le prolétariat en vue de l'expropriation complète de la bourgeoisie, ce qui présuppose que l'on refuse toute indemnisation. En suivant les enseignements de Trotsky, « la nationalisation/expropriation » consiste avant tout à rejeter l'indemnisation, appeler les masses à compter uniquement sur leur propre force révolutionnaire, en liant le problème de l'expropriation à celui de la prise du pouvoir par les ouvriers et les paysans.

Une autre discussion qui se pose est celui de la possible constitution de coopératives. Par exemple, la Société d'Avocats défend pour le cas de Flakepet la constitution d'une coopérative. Les ouvriers ont légitimement refusé cette perspective. Le camarade S. a ainsi souligné : « je suis pour la nationalisation, mais la coopérative [cela signifie] transformer les travailleurs en associés, en perdant nos droits [de travailleurs] ». R poursuit en disant que « dans une coopérative, on perd ses droits ». Ce que mettent en exergue les ouvriers, c'est qu'ils comprennent que la coopérative ne signifie rien d'autre que l'auto-exploitation des ouvriers par eux-mêmes, puisque cela les oblige à entrer en concurrence sur le marché comme n'importe quelle autre entreprise capitaliste.

Unifier les usines occupées afin de construire un mouvement national pour imposer une issue ouvrière à la crise capitaliste.

À partir de l'unification des entreprises occupées, en leur nom, il faut prendre toutes les initiatives afin de construire un large mouvement national de front unique qui réunisse les organisations syndicales, populaires, étudiantes, démocratiques et les partis ouvrier afin de consolider un réseau d'appui et de solidarité autour des usines occupées, pour organiser et centraliser les mesures nécessaires afin d'aider les ouvriers et les ouvrières, faire de la propagande autour de leur lutte et défendre les occupations contre les attaques patronales, de l'Etat, de la justice et de la police. Les syndicats pourraient, en accord avec les ouvriers et les ouvrières des usines occupées, créer une Caisse de Soutien pour les Usines Occupées et adopter un Plan de Lutte Nationale dirigé par les commissions d'usine des entreprises occupées ou un comité national élu par la base des usines et avec des délégués des différentes organisations solidaires. La première contribution pour cette Caisse pourrait venir des syndicats et d'une campagne nationale dans toutes les usines et les entreprises du pays afin que chaque travailleur contribue à hauteur de l'équivalent d'une heure de travail afin de soutenir la lutte. Dans les quartiers, les écoles, etc., on pourrait organiser une large campagne de solidarité en terme de produits alimentaires et soutien financier.

Il est clair que des propositions comme celles-ci doivent être débattues en assemblée dans les usines occupées, dans les syndicats, afin qu'elles soient approuvées démocratiquement. Il faut d'ores et déjà lancer le plus grand nombre d'initiatives possible dans les entreprises, les écoles, les quartiers, etc. afin de faire connaître le mouvement des usines occupées, en invitant les ouvriers et les ouvrières à des débats, organiser tout type d'initiatives politiques et culturelles de solidarité.

Avancer, aux côtés des usines occupées, sur la voie d'un nouveau mouvement ouvrier combatif, lutte de classes et de démocratie directe armé d'un programme indépendant de la bourgeoisie nationale et étrangère, en défense des emplois et des salaires pour tous et toutes, contre les licenciements, pour la grève, l'occupation et le contrôle de la production dans toutes les entreprises qui licencient ou qui ferment, voilà la direction dans laquelle nous devons aller.

Annexe : À la suite de la réoccupation de Flakepet par la Police Militaire le 3 mars

Le 3 mars, la Police Militaire a expulsé de l'usine de Flakepet les travailleurs qui l'occupaient depuis le 9 décembre 2003. Depuis, les 143 travailleurs et les syndicats, syndicats étudiants, organisations populaires et partis politiques d'extrême gauche solidaires campent face à l'usine avec la ferme intention de reprendre le contrôle de l'usine et défendre ainsi leur droit au travail.

Avec les travailleuses et les travailleurs, ou avec la bourgeoisie et le gouvernement Lula et ses flics, telle est aujourd'hui l'alternative.

Pour faire parvenir votre solidarité avec les travailleurs de Flakepet, envoyez un mail à apoioflakepet@yahoo.com.br

La Fraction Trotkyste Stratégie Internationale, par le biais de son courant au Brésil, Estratégia Revolucionaria (ERQI) qui se trouve aux côtés des travailleurs de Flakepet, appuie inconditionnellement la lutte des salarié(e)s brésiliens des usines occupées.

NB : Pour d'autres articles politiques et d'analyse en français sur les occupations d'usine, notamment en Argentine, cf. le dossier publié dans Stratégie Internationale, *été 2003, revue en français publiée par des militants de la FTSI (France), cf. http://fteurope.free.fr*

HISTOIRE

LA PREMIÈRE RÉVOLUTION RUSSE : 1905. DEUXIÈME PARTIE : LE PROLÉTARIAT, AVANT-GARDE DE LA RÉVOLUTION. LA THÉORIE DE LA « RÉVOLUTION PERMANENTE »

Nous avons vu dans le précédent numéro comment est né et s'est développé le processus révolutionnaire de 1905 en Russie. Nous avons étudié notamment comment la grève générale, extrêmement bien relayée et coordonnée, utilisant les moyens de l'État centralisé lui-même — le chemin de fer et le télégraphe —, a permis au prolétariat de disposer de la production, secouant l'autocratie jusque dans ses fondements. Nous allons revenir ici sur les analyses et les positions politiques que Léon Trotsky présente dans son texte « Bilan et perspectives », *qui contient notamment la première formulation de ce que l'on appelle la « théorie de la*

révolution permanente »[28].

La force du prolétariat organisé

La puissance et la vigueur du mouvement révolutionnaire de 1905 ont montré la force du prolétariat organisé comme classe. D'emblée, c'est lui qui s'est trouvé à la tête du mouvement révolutionnaire. Certes, la propriété des moyens de production est restée entre les mains des capitalistes, et le pouvoir gouvernemental entre celles des bureaucrates tsaristes. Mais le Soviet de Petrograd a disposé de fait des ressources nationales de la production et des moyens de communication.

La principale méthode de lutte appliquée par le Soviet a été la grève générale politique. Son efficacité révolutionnaire est venue de sa capacité à désorganiser le pouvoir. La classe ouvrière a pu ainsi créer l'anarchie au niveau de l'autorité tsariste, sans jamais devenir elle-même la victime de cette anarchie : au contraire, elle est demeurée tout au long de cette année révolutionnaire une force rigoureusement organisée, par les réunions politiques permanentes et le fonctionnement du Soviet des députés ouvriers. C'est pourquoi Trotsky se prononce tout à la fois contre les méthodes des blanquistes, partisans d'organisations conspiratives coupées des masses, et contre les anarchistes, qui croient en une explosion spontanée et élémentaire, sans qu'un but en soit précisément fixé. Au contraire, les sociaux-démocrates (c'est-à-dire, dans le langage de l'époque, les marxistes) ont pour objectif la conquête du pouvoir en tant qu'action consciente du prolétariat comme classe révolutionnaire organisée.

La profondeur du mouvement révolutionnaire qu'a connu la Russie en 1905 s'explique d'abord par le puissant développement du prolétariat russe. L'importance de celui-ci, souligne Trotsky, dépend entièrement du rôle qu'il joue dans la production à grande échelle. Or, les trois millions d'ouvriers que compte alors la Russie produisent par leur travail la moitié des revenus annuels du pays. Les moyens de production appartiennent certes à la bourgeoisie, mais le prolétariat est le seul à pouvoir les mettre en mouvement : *« de là résulte sa puissance sociale ».* Les ouvriers en lutte ont la force de suspendre, par la grève, le fonctionnement de l'économie ; par conséquent, *« l'importance du prolétariat croît en proportion de l'importance des forces productives qu'il met en mouvement »*[29].

L'état de développement des forces productives est donc fondamental quant à la possibilité, pour un mouvement révolutionnaire prolétarien, d'être victorieux. Il n'en est cependant pas l'unique facteur. Trotsky écrit : *« Le jour et l'heure où le pouvoir passera entre les mains de la classe ouvrière dépendent directement, non du développement des forces productives, mais des rapports dans la lutte des classes, de la situation internationale, et, enfin, d'un certain nombre de facteurs subjectifs : les traditions, l'initiative et la combativité des ouvriers (...). Bien que les forces productives des États-Unis soient dix fois supérieures à celles de la Russie, il n'en reste pas moins vrai que le rôle politique du prolétariat russe, son influence sur la politique de son pays et la possibilité pour lui d'influer sur la politique mondiale dans un avenir proche sont incomparablement plus grands. »*[30] La prémisse « technico-productive » (le développement du capitalisme et des forces productives) est donc essentielle à la révolution socialiste : les grandes entreprises doivent surclasser les petites afin que soit permise et efficace économiquement la socialisation de la production. Mais elle se complète par une prémisse socio-économique : il faut qu'existe une force sociale qui ait intérêt, du fait de sa situation objective, à réaliser le socialisme, qui s'organise comme classe et qui soit assez puissante pour pouvoir l'emporter : *« Cette classe, qui se développe avec le capitalisme, ne peut trouver son salut que dans le socialisme. »*

Une bourgeoisie libérale timorée

De fait, en 1905, c'est bien le prolétariat qui a été à l'avant-garde du mouvement révolutionnaire. La bourgeoisie libérale s'est montrée au contraire timorée et veule : elle était trop liée aux propriétaires fonciers et à l'appareil d'État pour mener très loin le combat pour ses propres revendications nationales et « démocratiques ». Elle craignait trop le mouvement ouvrier : en particulier, elle a refusé de constituer une milice, car cela supposait d'armer le prolétariat. Elle a préféré s'en remettre au pouvoir tsariste plutôt que de voir les ouvriers en armes. Trotsky fait la comparaison avec Thiers qui, en 1870, pendant la guerre franco-prussienne, préféra lui aussi livrer Paris et la France à Bismarck plutôt que d'armer les ouvriers. En Russie en 1905, les cadets (« constitutionnels-démocrates », bourgeois libéraux réclamant au tsar une Constitution) se sont écartés de l'arène politique dès que le mouvement de grève révolutionnaire a pris de l'ampleur.

Pourtant, les mencheviks (fraction opportuniste droitière de la social-démocratie russe) n'ont eu de cesse d'en appeler aux cadets pour qu'ils dirigent la révolution. Au prétexte que, à cause du retard du développement économique russe, la révolution ne pouvait être que « bourgeoise », les mencheviks ont voulu limiter la révolution à l'objectif d'en finir avec tsarisme, l'absolutisme et le féodalisme, et faire de la bourgeoisie *la* principale force de la révolution. Fondamentalement « étapiste », leur méthode pourrait se résumer dans la formule : chaque chose en son temps et chacun à son tour. Dès lors, sous-estimant la force du prolétariat et le développement de la social-démocratie russe elle-même, et surestimant la volonté politique des bourgeois libéraux, les mencheviks souhaitaient au fond, selon Trotsky, *« que la social-démocratie, au lieu d'agir comme le parti indépendant du prolétariat, ne soit qu'une agence révolutionnaire destinée à assurer le pouvoir à la bourgeoisie ».*

Trotsky s'oppose radicalement à cette orientation. Pour lui, ce qu'a montré la révolution de 1905, c'est que la bourgeoisie n'est pas capable de réaliser en Russie ne serait-ce qu'une révolution démocratique. Il est donc indispensable, pour le prolétariat, de ne pas fondre ses organisations dans celles des bourgeois libéraux, et les social-démocrates doivent défendre leurs propres mots d'ordre sans se soumettre à la bourgeoisie. D'ailleurs, comme l'ont déjà montré, avant 1905, les révolutions du XIXe siècle, et en particulier celles de 1848, la bourgeoisie finit toujours par rejoindre le camp de la réaction, devient toujours contre-révolutionnaire, quand le prolétariat commence à se constituer comme classe et comme force organisée, menaçant dès lors les intérêts capitalistes.

[28] Léon Trotsky, « Bilan et perspectives », annexe à *1905* [éd. fr.] Paris, Éditions de Minuit, 1969, 476 p.

[29] *Op. cit.,* p. 445.

[30] *Idem,* pp. 419 et 421-422.

L'alliance du prolétariat et de la paysannerie

Quant aux paysans, ils peuvent, selon Trotsky, constituer une force prodigieuse au service de la révolution. Bien sûr, écrit Trotsky, *« le parti des moujiks ne peut prendre la tête de la révolution bourgeoise et libérer les forces productives de la nation »* : en dehors du prolétariat, il n'y a pas de prétendant au pouvoir révolutionnaire ; et le caractère arriéré et petit-bourgeois de la cette classe pourrait être source de *« terribles difficultés »* pour la révolution. Cependant, il est fondamental, pour le prolétariat, de s'appuyer sur la paysannerie. De cette manière, dans le processus révolutionnaire, le prolétariat sera, aux yeux de la paysannerie, la classe qui l'aura émancipée. Corrélativement, la domination du prolétariat implique la reconnaissance des transformations révolutionnaires accomplies par les paysans dans les rapports sociaux à la campagne, donc la reconnaissance des expropriations qu'ils auront réalisées.

C'est l'occasion pour Trotsky de prendre position sur la question de l'expropriation de la terre. À ses yeux, imposée à toutes les terres, elle serait une « erreur grossière », dans la mesure où elle dresserait aussitôt la paysannerie contre le prolétariat urbain. Marx et Engels le soulignaient : à la campagne, il s'agit d'avancer progressivement dans la socialisation de la production. L'expropriation des petites exploitations vivant en économie plus ou moins fermée n'est pas à l'ordre du jour du prolétariat socialiste.

La révolution permanente

Tirant les leçons de 1905, qui a consacré la force du prolétariat comme avant-garde révolutionnaire, Trotsky présente sa « théorie de la révolution permanente ». Il s'agit bien d'une théorie pensée par et dans le mouvement révolutionnaire, dans l'action militante, et non d'une réflexion abstraite conçue « en chambre ». Cette théorie est celle de la nécessaire transcroissance de la révolution bourgeoise en révolution prolétarienne. Elle suppose donc que ne soient plus dissociés, pour la social-démocratie, programme minimum et programme maximum. Elle implique également qu'on ne saurait simplement procéder par étapes, mais que, dans toute révolution de nature « bourgeoise » quant à ses fins immédiates, le noyau prolétarien est le moteur et avance toujours déjà vers la révolution socialiste.

Trotsky écrit ainsi que la révolution doit *« envisager, dans son avenir le plus immédiat, certaines fins bourgeoises, mais ne peut pas s'arrêter là »*. Une fois le prolétariat au pouvoir, non seulement il ne voudra pas, mais il ne pourra pas se limiter à un programme démocratique bourgeois. C'est ce qu'a montré la grève générale de 1905 : lorsque le Soviet a voulu imposer la journée de huit heures, le patronat a répliqué par le lock-out. La seule solution aurait donc été d'exproprier les usines fermées et d'organiser la production sur une base socialiste. Il en va de même pour l'embauche des chômeurs, que le prolétariat doit imposer lui-même. La révolution permanente signifie donc que le pouvoir révolutionnaire réalise des réformes sociales toujours plus radicales, et que chaque pas en avant dans la satisfaction des revendications mène à la révolution socialiste.

Mais cela même suppose que le prolétariat russe trouve appui et soutien dans le mouvement révolutionnaire du prolétariat européen. De ce point de vue, lorsque Trotsky écrit, en 1907, tous les espoirs sont permis. La social-démocratie allemande se développe de manière vertigineuse. En France, depuis que le parti radical est au pouvoir (1902), le mouvement ouvrier se trouve pour ainsi dire « libéré » de ses alliances passées avec les partis bourgeois républicains, qui avaient été scellées sur la base de leur opposition commune à la réaction et au cléricalisme. Cependant, très attentif aux développements de la social-démocratie en Europe, Trotsky indique certains traits pervers qui pourraient devenir des obstacles dans un mouvement révolutionnaire : ainsi la social-démocratie allemande s'accroît-elle en présentant des traits de conservatisme et d'opportunisme.

Trotsky soutient donc — et c'est la force visionnaire de sa théorie — que la révolution ne peut être conçue qu'en tenant compte du mouvement global du capitalisme et de la lutte de classes. Pour lui, le prolétariat russe ne pourra mener la révolution à son terme que si la révolution russe se transforme en révolution du prolétariat européen. Comme nous le verrons dans les prochains numéros en étudiant la révolution russe de 1917, c'est là un des principaux problèmes auxquels celle-ci se heurtera...

Laura Fonteyn

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO (32 pages)

Qui sommes-nous ? (p. 2)

FRANCE

Le gouvernement se prépare à attaquer la Sécurité sociale : *engageons sans attendre la résistance, organisons-nous tout de suite, partout* (pp. 3-5)

Après les élections des 21 et 28 mars : *la défaite de Chirac n'empêche pas la gauche plurielle de continuer à le couvrir !* (pp. 5-14)

Premier tour : la majorité absolue des travailleurs refuse de voter pour la droite, l'extrême droite et la gauche plurielle (pp. 6-10)

Deuxième tour : la majorité absolue des travailleurs votant inflige une défaite sans appel à Chirac-Raffarin (pp. 11-14)

Discussion : *contribution du* Groupe CRI *pour une rencontre politique de militants réunis le 1er février à Paris* (pp. 14-19)

Récent congrès confédéral de F.O. : *de belles paroles... qui cachent mal une orientation largement collaborationniste* (pp. 19-21)

Récent congrès national de la F.S.U. : *un « élargissement »... de la collaboration ? (pp. 21-22)*

Après la grève étudiante de novembre-décembre 2003, *la répression s'abat sur des syndicalistes étudiants* (pp. 23-25)

ATTENTATS DE MADRID

Un monstrueux crime anti-ouvrier. *Communiqué du Groupe Germinal (État espagnol)* (p. 25)

GUERRE IMPÉRIALISTE

Un an après la guerre impérialiste en Irak, unir les forces des exploités du monde pour la défaite de la bourgeoisie envahisseuse. *Déclaration de la* Fraction Trotskyste *(section brésilienne de la TCI), du* CC pour un POR *(Comité pour la Construction d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire, section argentine de la TCI) et du* Groupe CRI *(France). (Tract distribué dans la manifestation du 20 mars.)* (p. 26)

BRÉSIL

Occupations d'usine avec les ouvriers et les ouvrières ou avec la bourgeoisie et le gouvernement Lula ? *La méthode de l'occupation d'usine remet en cause le capitalisme. Tribune libre de Val Lisboa (FTSI-Brésil)* (pp. 27-29)

HISTOIRE

La première révolution russe : 1905. *Deuxième partie : le prolétariat, avant-garde de la révolution. La théorie de la « révolution permanente »* (pp. 30-31)